Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQAM

(2006)

“Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987)”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l'UQAM

"Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987)".

Un article publié dans la revue **Bulletin d'histoire politique**, première partie, vol. 14, no 2, hiver 2006, p. 227-248; deuxième partie, vol. 14, no 3, printemps 2006, pp. 271-292.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 février 2007 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Louis Gill

[économiste, retraité de l’UQÀM.]

“Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987)”

Un article publié dans la revue **Bulletin d'histoire politique**, première partie, vol. 14, no 2, hiver 2006, p. 227-248; deuxième partie, vol. 14, no 3, printemps 2006, pp. 271-292.

Table des matières

Introduction

I. Les grands axes du programme politique

La construction du parti

Caractérisation de l'État canadien et question nationale

L'activité du GST en direction du parti des travailleurs et de la question nationale

II. Les autres dimensions de l'activité politique du GST

Implantation dans le mouvement syndical

Unité syndicale

Défense des droits des femmes

Jeunesse et mouvement étudiant

Laïcité

Révolution politique dans les « pays de l'Est »

Politique internationale

La reconstruction de la 4^e Internationale

Tribune ouvrière et autres publications

Vie de l'organisation

Annexe : Publications du GST et des Presses socialistes internationales

Louis Gill

“Le Groupe socialiste des travailleurs (1974-1987)”.

Un article publié dans la revue **Bulletin d’histoire politique**, première partie, vol. 14, no 2, hiver 2006, p. 227-248; deuxième partie, vol. 14, no 3, printemps 2006, pp. 271-292.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le *Groupe socialiste des travailleurs* (GST) a été fondé en septembre 1974 à l'initiative d'un noyau de militants, le *Groupe trotskyste du Québec* (GTQ), qui intervenait depuis la fin des années 1960 dans les organisations syndicales, dans les Comités d'action politique qui ont été à l'origine du *Front d'action politique des salariés de Montréal* (FRAP) et dans le FRAP lui-même, de sa fondation en 1970 à sa dissolution en 1973. Ses militants sont intervenus en 1973-1974 dans le cadre d'une initiative du *Comité régional intersyndical de Montréal* (CRIM), le *Regroupement Action-Montréal* (RAM), dont l'objectif de départ était de prolonger, avec l'appui des trois centrales (CSN, FTQ et CEQ), l'expérience d'action politique municipale du FRAP à Montréal qui avait reçu l'appui de la seule CSN, puis au sein du *Regroupement des militants syndicaux* (RMS) qu'ils ont contribué à mettre sur pied en mai 1974 après l'échec du RAM.

Rattaché à un courant du trotskysme demeuré fidèle au programme de fondation de la 4^e Internationale ¹ à la suite de l'abandon de ce

¹ La 4^e Internationale a été fondée en 1938 par des militants opposés au stalinisme, dont le principal dirigeant était Léon Trotsky. Elle incarne la continuité

programme par une majorité au sein de l'organisation, le GTQ avait fondé en 1973, avec des militants du Canada anglais regroupés dans le *Labor Action Committee*, le *Comité de liaison des militants révolutionnaires canadiens pour la reconstruction de la 4^e Internationale*, affilié au *Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale* (CORQI). Fondé en 1972, le CORQI regroupe alors des organisations de plusieurs pays, dont la principale est l'*Organisation communiste internationaliste* (OCI) française.

De sa naissance en 1974 jusqu'à son 4^e congrès en 1979, le GST, principalement implanté au Québec, a porté le nom de *Groupe socialiste des travailleurs du Québec* (GSTQ) même s'il a été fondé avec la perspective de construire une organisation pan-canadienne face à l'État fédéral canadien qui constitue l'instrument central de la domination de la classe ouvrière à l'échelle du Canada et de l'oppression nationale du Québec. Le changement de nom qui est intervenu en 1979 traduit l'intensification des efforts que le groupe entendait alors engager pour se construire à l'échelle du Canada, à partir des acquis de sa construction au Québec au cours des cinq premières années de son existence.

À son 9^e congrès, en juin 1987, le GST a décidé de cesser son activité en tant que groupe politique organisé et de rompre l'affiliation internationale qu'il avait établie depuis sa fondation en 1974 avec l'organisation désormais désignée sous le nom de *4^e Internationale (Centre international de reconstruction)*. Son journal, *Tribune ouvrière*,

du programme révolutionnaire élaboré depuis la *1^{re} Internationale* ou *Association Internationale des travailleurs*, dont Karl Marx et Friedrich Engels ont été les principaux dirigeants. La *1^{re} Internationale* a été fondée en 1864 et dissoute en 1873 à la suite d'insurmontables affrontements entre les marxistes et les anarchistes dirigés par Mikhaïl Bakounine. La *2^e Internationale* ou *Internationale socialiste* a été fondée en 1889. À la veille de la Première guerre mondiale en 1914, la plupart de ses partis affiliés se sont engagés, aux côtés des partis bourgeois de leurs pays respectifs, dans le soutien de l'effort de guerre. En réaction à ce qui était un acte de renonciation à l'internationalisme ouvrier, a été fondée en 1919 une *3^e Internationale*, l'*Internationale communiste*, dont les principaux dirigeants pendant ses premières années d'existence furent Vladimir Lénine et Léon Trotsky.

publié depuis novembre 1974, a continué à être publié jusqu'au printemps 1990.

Le GST a été la principale organisation trotskyste au Québec dans les années 1970 et 1980. Deux autres groupes se réclamant du trotskysme existaient également à cette époque, la *Ligue socialiste ouvrière* (LSO) et le *Groupe marxiste révolutionnaire* (GMR), qui ont fusionné en 1977 pour constituer la *Ligue ouvrière révolutionnaire* (LOR). Une scission au sein de la LOR a donné lieu à la création d'un nouveau groupe, *Combat socialiste*, en 1980.

Le programme politique du GST a été exposé au fil des années dans son journal, *Tribune ouvrière*, ainsi que dans diverses brochures publiées par ses éditions, les *Presses socialistes internationales*. Les deux piliers de ce programme sont sa politique à l'égard de la construction du parti et sa caractérisation de l'État canadien, dont découle sa position sur la question nationale au Québec. La première partie de cet article en présente le contenu et rend compte des actions menées par le GST sur ces enjeux. La deuxième traite des autres dimensions de l'activité politique du GST, luttes syndicales et étudiantes, défense des droits des femmes, de la laïcité, de la révolution politique dans les « pays de l'Est », des droits et libertés, de la révolution mondiale, et de sa contribution à la construction de l'Internationale ouvrière. Elle se termine par une esquisse de la vie de l'organisation et un répertoire de ses publications.

I – Les grands axes du programme politique

La construction du parti

[Retour à la table des matières](#)

Le point de départ de l'élaboration de la politique du GST à l'égard de la construction du parti ² est l'importante remontée ouvrière à laquelle on assiste alors à travers le monde depuis le milieu des années 1960, dont les expressions les plus vives au Québec sont la grève du journal *La Presse* et la grande manifestation des trois centrales syndicales dans laquelle elle a culminé en octobre 1971 ³, à la suite de laquelle le président Louis Laberge de la FTQ parlait de « *casser le régime* », la grève unitaire des secteurs public et para-public en 1972, les débrayages massifs sur tout le territoire et dans tous les secteurs lors de l'emprisonnement des dirigeants des trois centrales, la prise de contrôle temporaire du pouvoir local par les travailleurs dans certaines villes, dont Sept-Îles, la défiance d'injonctions et de lois spéciales, la mise sur pied d'un Front commun permanent à Joliette, la publication d'un *Manifeste des grévistes*, des documents *Ne comptons que sur nos*

² Cette politique a été rendue publique dans les numéros de *Tribune ouvrière* de novembre 1974 (p. 2) et de décembre 1975 (Supplément de quatre pages), ainsi que dans une brochure intitulée *Syndicats, parti des travailleurs et parti ouvrier révolutionnaire*, Presses socialistes internationales, 1976, 61 pages. Le supplément de quatre pages publié en décembre 1975 est constitué d'extraits d'un article intitulé « Front unique ouvrier et parti ouvrier », publié dans le numéro 3 (été 1974) du *Bulletin* du Comité de liaison pour la reconstruction de la 4^e Internationale au Canada (p. 8-20). Les références suivantes à *Syndicats, parti des travailleurs et parti ouvrier révolutionnaire* sont indiquées par l'abréviation « *Syndicats...* »; les références à *Tribune ouvrière* sont indiquées par l'abréviation « *TO* ».

³ Cette manifestation, marquée par une rare violence policière, avait donné lieu à 200 arrestations; près de 200 personnes ont été blessées et une personne a perdu la vie.

propres moyens de la CSN et *L'État rouage de notre exploitation* de la FTQ, etc. Cette intense combativité a été impulsée, à l'échelle du monde, par la grève générale de 1968 en France et par la montée simultanée de la révolution politique en Tchécoslovaquie contre la bureaucratie stalinienne, qui allait s'effondrer vingt ans plus tard. Elle s'inscrit dans une période où la classe ouvrière recherche à travers ses luttes les moyens de réaliser son unité et l'indépendance de ses organisations pour constituer le gouvernement qui donnera satisfaction à ses revendications. La question centrale qui se pose ainsi dans chaque pays et à l'échelle mondiale est : « *qui doit gouverner la société et au compte de qui ?* ». Cette question pose à son tour celle de la nécessité de la construction du parti de classe, du parti révolutionnaire mondial, c'est-à-dire de l'Internationale, sans lequel la classe ouvrière est démunie face à un système d'exploitation qui est structuré, lui, à l'échelle mondiale.

Au Québec, ce sont avant tout les organisations syndicales, c'est-à-dire les seules organisations que les travailleurs possèdent en propre, en tant que classe, qui ont été le véhicule de la remontée ouvrière. Mais, explique le GST, cette remontée est nécessairement bloquée dans son développement, affaiblie et vouée à l'échec, faute du débouché politique qu'est le combat à engager au niveau central, celui du gouvernement. Inexistants en tant que force politique indépendante, les travailleurs sont réduits à s'abstenir de faire de la politique ou à s'en remettre aux partis du patronat, donc à être absents en tant que classe de l'arène principale où se jouent leurs intérêts. Il s'ensuit qu'en l'absence d'un gouvernement des travailleurs, même les luttes économiques sont compromises. Pour résoudre cette impasse, le premier pas concret à réaliser pour que les travailleurs se saisissent du pouvoir et en finissent avec cette société, est qu'ils rompent avec les partis du patronat et qu'ils s'organisent politiquement de façon indépendante à partir des organisations qu'ils possèdent déjà, les syndicats.

Cette voie, rappelle le GST, est celle que proposaient Marx et Engels au sein de la *1^{re} Internationale*. Considérant que l'activité économique de la classe ouvrière et son activité politique sont inséparablement liées, et que le prolétariat comme classe « *ne peut intervenir que s'il se constitue en parti politique distinct, en opposition à toutes les formations politiques des classes possédantes* », il faut, disaient-ils,

« que l'union des forces de la classe ouvrière, qui a déjà été réalisée par les luttes économiques, serve également de levier pour la masse de cette classe dans sa lutte contre la puissance politique de ses exploiters » ⁴.

La construction du parti de la révolution socialiste passe donc par l'unité d'action des organisations ouvrières, leur indépendance complète face au patronat, aux partis des classes possédantes et à l'État, et par l'action politique autonome des travailleurs pour la défense des revendications immédiates. À une époque où la classe possédante et gouvernante cherche constamment à revenir sur les acquis démocratiques et sur les conquêtes des travailleurs, la lutte pour les revendications les plus élémentaires, comme l'amélioration des conditions de vie et de travail, pose directement la question du pouvoir et celle du régime lui-même, parce que ce régime est incapable de donner satisfaction aux revendications des travailleurs, des étudiants, des femmes et de l'ensemble des couches défavorisées de la population, alors qu'il accorde de plus en plus d'avantages aux nantis. La lutte pour les revendications immédiates est donc objectivement une lutte contre le capitalisme et pour le socialisme. Le parti des travailleurs dont le programme est celui de la défense de ces revendications est la voie transitoire de la construction du parti de la révolution socialiste.

La méthode de construction du parti telle que la conçoit le GST n'a donc rien à voir avec celle dont se réclament alors ses détracteurs « de gauche », les groupes staliniens maoïstes aux allures radicales qui se parent de l'étiquette « *marxiste-léniniste* », pour qui il suffit en quelque sorte de décréter l'existence du parti et d'en recruter les membres par la « lutte idéologique » ou l'agitation et la propagande, en marge du mouvement même des travailleurs, en les encourageant notamment à quitter leurs organisations qualifiées de réformistes pour rejoindre le « parti ». Il n'y a pas, explique sans cesse le GST, de raccourcis ni d'artifices qui pourraient constituer des substituts à la marche réelle de la classe ouvrière, au processus vivant de la lutte des classes. C'est exclusivement en agissant par elle-même et pour elle-même directement sur la scène politique et en apprenant de ses propres erreurs que la classe ouvrière se fraiera la voie de son émancipation. L'adhésion

⁴ Cité dans *Syndicats...* p. 20.

au parti des travailleurs ne saurait donc être limitée aux seuls travailleurs marxistes et à ceux qui sont déjà convaincus de la nécessité du socialisme. Ce parti doit au contraire accueillir tous les travailleurs, indépendamment du degré d'avancement de leur conscience politique, leur fournir un cadre de débat dans lequel les plus avancés feront progresser les moins avancés. Expression de leur présence distincte sur la scène politique, le parti des travailleurs doit être le terrain où les travailleurs feront concrètement l'apprentissage de la politique pour eux-mêmes, où ils élaboreront progressivement leur programme, choisiront leurs dirigeants et écarteront ceux qui refusent d'aller jusqu'au bout pour la satisfaction de leurs revendications, besoins et aspirations ⁵.

Ainsi, la lutte pour les revendications immédiates, le combat pour la fondation du parti des travailleurs et la construction du parti révolutionnaire ne sont pas des catégories opposées, l'une se réalisant aux dépens de l'autre. Ces catégories procèdent au contraire de la même marche en avant. Les revendications posent la question du gouvernement et celle du parti des travailleurs qui ouvre la voie au gouvernement ouvrier; par leur intervention dans la lutte des classes, les militants les plus avancés jettent ainsi les bases de la construction du parti révolutionnaire axé sur le programme de la révolution socialiste et de l'émancipation de la classe ouvrière. Il n'y a pas d'autre moyen, conclut le GST, de combattre pour le parti révolutionnaire que de combattre pour l'indépendance politique de la classe ouvrière ⁶.

Le terrain concret du travail en vue de cette construction au Canada anglais est celui des syndicats et du Nouveau Parti démocratique (NPD), parti social-démocrate par l'intermédiaire duquel la classe ouvrière canadienne s'exprime sur le terrain politique. Pour le GST, le travail qui doit y être effectué est celui du combat pour que la classe ouvrière et ses organisations y acquièrent une influence prépondérante, pour que sa direction mette un terme à sa collaboration avec la bourgeoisie et que le parti ouvre la perspective d'un gouvernement ouvrier sur la base d'un programme de revendications ouvrières, parmi lesquelles la nationalisation sans indemnisation des secteurs clés de

⁵ *Syndicats...*, p. 29.

⁶ *Idem*, p. 57-58.

l'économie, en particulier des richesses naturelles, la défense des droits démocratiques des travailleurs (droit d'organisation syndicale, de grève...) et le règlement de la question nationale québécoise.

Au Québec, le travail de construction du parti ne peut s'effectuer de la même façon qu'au Canada anglais, en raison de la position du NPD sur la question nationale et du fait que son aile québécoise, le NPD-Q, ne s'est jamais développée, avant tout à cause de cette position. D'où le mot d'ordre du parti des travailleurs fondé sur les syndicats. Dans le travail de rassemblement des militants sur cet axe, le GST entend intervenir en direction du NPD-Q avec l'intention de l'amener à participer, avec les centrales syndicales, à la construction du parti des travailleurs.

À la défense de cette méthode, récusée comme « réformiste » et « social-démocrate » par ses détracteurs staliniens maoïstes, le GST s'emploie à démontrer qu'elle puise ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. L'une des meilleures synthèses des enseignements de cette histoire est tirée d'une lettre adressée par Friedrich Engels en 1880 aux socialistes des États-Unis, dans laquelle il leur recommandait d'appuyer sans réserves la création du *Labor Party* des États-Unis, même si ce parti était très loin du programme marxiste.

Le premier grand pas d'importance pour tout pays qui entre dans le mouvement est toujours l'organisation des travailleurs dans un parti politique indépendant, peu importe comment, aussi longtemps que c'est un parti ouvrier distinct... Que le premier programme de ce parti soit confus et extrêmement déficient... sont des maux inévitables. Il est beaucoup plus important que le mouvement s'étende, avance harmonieusement, prenne racine et embrasse la plus grande part possible de l'ensemble du prolétariat américain, que de le voir commencer et progresser dès le début sur une ligne théorique parfaitement correcte. Et il n'y a pas de meilleur chemin vers la clarté théorique de compréhension que d'apprendre par ses propres erreurs... L'important est d'amener la classe ouvrière à se mettre en mouvement comme classe; cela obtenu, les travailleurs trouveront rapidement la bonne direction, et tous ceux qui résisteront... seront laissés de côté dans le froid avec leurs petites sectes... Surtout, donnez au mouvement le temps de se

consolider; ne faites pas de l'inévitable confusion du début une confusion pire encore en forçant les gens à avaler des choses qu'ils ne peuvent vraiment pas comprendre maintenant, mais qu'ils apprendront bientôt. Un million ou deux de votes des travailleurs... pour un parti ouvrier véritable valent infiniment plus aujourd'hui qu'une centaine de milliers de votes pour une plate-forme doctrinalement parfaite... Je considérerais comme une grande erreur tout ce qui pourrait retarder ou empêcher cette consolidation nationale du parti des travailleurs, sur n'importe quelle plate-forme. ⁷

Quarante ans plus tard, en 1920, dans son célèbre ouvrage *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*, Lénine appelait les communistes anglais à s'investir dans le *Labour Party* de Grande-Bretagne qui n'était pas, tant s'en faut, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière anglaise, mais qui en était cependant la première expression au niveau politique sur une base indépendante, « *le premier pas des véritables organisations prolétariennes de Grande-Bretagne vers une politique de classe consciente et vers un parti socialiste ouvrier* ». Si les communistes ne veulent pas être un simple « *groupe de révolutionnaires* », mais veulent travailler à construire « *le parti de la classe révolutionnaire* », disait-il, il doivent participer à l'action parlementaire, aider, de l'intérieur du parlement, la masse ouvrière à juger les chefs du *Labour Party* au pouvoir d'après leurs actes et à vaincre les conservateurs et les libéraux. « *Agir autrement, c'est entraver l'œuvre de la révolution, car si un changement n'intervient pas dans la manière de voir de la majorité de la classe ouvrière, la révolution est impossible; or, ce changement, c'est l'expérience politique des masses qui l'amène et jamais la seule propagande* ». Il s'élevait contre les communistes anglais qui voulaient se tenir à l'écart du parti travailliste sous prétexte de « *conserver pure leur doctrine et immaculée leur indépendance vis-à-vis du réformisme* » ⁸.

Dans la même optique, l'*Internationale communiste* du vivant de Lénine s'adressait aux communistes des États-Unis à la suite de ses 3^e et 4^e congrès, en 1921 et 1922, pour leur dire que la formation en ce

⁷ Citation tirée de *Syndicats...*, p. 23-24.

⁸ Citations tirées de *Syndicats...*, p. 21, 23-27, et de *TO*, décembre 1975 (Supplément), p. 2-3.

pays d'un parti de type travailliste appuyé par le mouvement syndical « *serait d'une importance historique mondiale* », et que tous leurs efforts devaient être dirigés vers la construction d'un tel parti. Elle déclarait qu'un véritable gouvernement ouvrier n'est possible « *que s'il naît dans la lutte des masses mêmes, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées* ». La formation d'un tel gouvernement ouvrier, précise également l'*Internationale communiste*, repose sur la réalisation du front uni du prolétariat, sur la fin des divisions qui constituent la base sur laquelle la bourgeoisie peut prolonger son existence. Et ce n'est que dans la lutte pour les intérêts les plus simples, les plus élémentaires des masses ouvrières qu'un tel front uni peut être constitué. « *La nature révolutionnaire de l'époque consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que pour cette raison, la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les dimensions d'une lutte pour le communisme* » ⁹.

Combattue et mise au rancart à partir de 1924 par l'*Internationale communiste* désormais dirigée par Staline, cette politique a été reprise en 1938 dans le programme de fondation de la 4^e *Internationale*, dont se réclame le GST. Ce programme est intitulé *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale (la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir)*. Il porte le sous-titre « *Programme de transition* », nom sous lequel il est généralement désigné. Le GST en a publié une édition en 1977 aux *Presses socialistes internationales*.

⁹ Citations tirées de *Syndicats...*, p. 26, 49, et de *TO*, décembre 1975 (Supplément), p. 1.

Caractérisation de l'État canadien et question nationale

[Retour à la table des matières](#)

La position du GST sur la question nationale et la caractérisation de l'État fédéral canadien dont elle découle sont le produit d'une élaboration politique qui a été faite sur une période de trois ans, de son 1^{er} congrès, en septembre 1974, au 3^e qui a eu lieu en octobre 1977 ¹⁰. Comprendre la nature de l'État au Canada, explique le GST, est essentiel à une orientation correcte de l'action politique en sa direction. C'est pourquoi il faut en connaître les fondements historiques. Contrairement à l'histoire officielle selon laquelle le Canada serait le résultat d'une union entre deux « peuples fondateurs » qui auraient librement et démocratiquement uni leurs destinées et se seraient d'un commun accord, en 1867, donné une « constitution », le GST s'emploie à démontrer que l'histoire réelle est celle d'une union fédérale forcée, construite par le haut, imposée à la population par une loi du Parlement britannique, l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (AANB), sans aucune consultation ni vote de la population, sur les ruines des deux révolutions démocratiques de 1837-1838, menées de manière indépendante mais en solidarité par les populations francophone et anglophone du Bas-Canada et du Haut-Canada et écrasées par l'Empire britannique. Aucune des revendications démocratiques et nationales des révolutionnaires de 1837-1838 (fin de l'allégeance à la Grande-Bretagne, instauration de la République, reconnaissance des

¹⁰ Elle a été rendue publique dans les numéros de *TO* de mars 1976 (p. 3) et de novembre 1977 (p. 11-14), ainsi que dans une brochure intitulée *La question nationale et la révolution prolétarienne au Canada : définition des mots d'ordre du GSTQ au Québec dans la lutte pour la destruction de l'État fédéral*, Presses socialistes internationales, 1978, 61 pages. Les premières élaborations du GST sur cette question avaient été publiées dans le numéro 4-5 (avril 1975) du *Bulletin* du Comité de liaison pour la reconstruction de la 4^e Internationale au Canada (p. 44-66). Les références ultérieures à *La question nationale et la révolution prolétarienne au Canada* sont indiquées par l'abréviation « *La question nationale...* ».

droits et libertés de tous les citoyens, abolition des discriminations à l'égard des autochtones, rupture des liens entre l'Église et l'État, expropriation des terres dites de la Couronne, du clergé et des spéculateurs privés, élection de délégués du peuple à une Assemblée constituante afin d'établir une constitution,...) ne trouve écho dans la structure constitutive de l'État fédéral canadien consignée dans l'AANB, dont le seul « Père fondateur » est l'Empire britannique et qui n'est donc en rien une « constitution » selon le sens généralement reconnu à ce terme. Ceux qui ont été appelés les « Pères de la Confédération » et qui agissaient au nom de l'Empire ne laissaient aucun doute quant à la nature du projet. Pour John MacDonald, il fallait qu'il soit adopté par le Parlement britannique sans créer d'alerte au sein d'une population qui apprendrait vite à s'y faire, une fois adopté sans possibilité de recours. Pour Georges-Étienne Cartier, le principe monarchique devait être le principal caractère de la fédération, à l'inverse du principe démocratique implanté aux États-Unis affranchis de la Couronne britannique, où régnait désormais le pouvoir « de la populace » ¹¹.

Le fédéralisme canadien s'est construit contre les aspirations démocratiques et nationales des peuples vivant sur le territoire. L'AANB est le résultat d'une révolution démocratique qui a été mise en échec et dont l'inachèvement s'exprime singulièrement dans l'oppression nationale des Québécois. Les aspirations démocratiques et nationales du Québec constituent de ce fait une puissante menace dressée contre le fédéralisme canadien qui est incompatible avec elles. La satisfaction de ces aspirations ne peut être réalisée que par la liquidation du fédéralisme. La question nationale du Québec est ainsi une dimension fondamentale du combat de la classe ouvrière contre l'État bourgeois au Canada, c'est-à-dire contre l'État centralisateur fédéral. Le GST se prononce en conséquence « *pour la séparation, pour l'indépendance, pour la République libre du Québec* » ¹². « *L'oppression nationale, écrit-il, est un pilier de l'État fédéral : la question nationale, un levier de sa destruction !* » ¹³. Au Canada anglais, dans la perspective d'unifier la classe ouvrière de tout le pays dans une même lutte contre l'État

¹¹ *La question nationale...*, p. 25. Voir aussi le *Manifeste du Groupe socialiste des travailleurs*, publié en 1980, p. 4.

¹² *La question nationale...*, p. 25.

¹³ *Idem*, p. 36.

central, son axe d'intervention est celui de la reconnaissance par les organisations ouvrières et le NPD du « *droit à la séparation du Québec* ». La politique du GST se distingue donc ici encore radicalement de celle des organisations stalinienne maoïstes. Se réclamant d'une unité du prolétariat canadien à préserver, il était pour elles exclu de soutenir la perspective de l'indépendance du Québec, taxée de solution bourgeoise, alors qu'elle constituait au contraire une menace directe pour l'État fédéral, instrument de l'exploitation du prolétariat canadien dans son ensemble et de l'oppression nationale du peuple du Québec et des autres peuples vivant sur le territoire du Canada. On comprend pourquoi la question nationale a été la principale pierre d'achoppement de ces organisations.

Au Québec, la puissance du mouvement national s'est traduite dans la formation du Parti Québécois, qui, en moins de dix années d'existence, s'est hissé au pouvoir, porté par ces aspirations. Mais le projet que ce parti entend soumettre à la population par voie de référendum après sa victoire électorale en novembre 1976 n'est pas celui qui traduit l'aspiration à la séparation, à l'indépendance. Le Parti Québécois entend plutôt solliciter un mandat de négocier un « nouveau type d'association », un « fédéralisme renouvelé », c'est-à-dire un replâtrage de l'État fédéral existant, qui serait maintenu en place pour l'essentiel. Il ne souhaite pas par ailleurs que la population soit obligatoirement appelée à participer au processus d'élaboration de la future constitution. Un an avant le référendum de 1980, à son congrès de 1979, il a biffé de son programme la disposition qui prévoyait l'appel à une Constituante souveraine pour que le peuple lui-même décide de sa constitution. Mais cela est-il de nature à étonner de la part d'un parti qui a été formé, en 1968, d'une scission au sein du Parti libéral et qui, de par son origine, la composition de sa direction, son programme et les positions qu'il a prises dans les rapports de classes, a peu à voir avec un parti représentant la population travailleuse et voué à sa défense ? Lié aux intérêts capitalistes avec lesquels il est incapable de rompre, sa visée politique ne peut pas être celle de la destruction de l'État fédéral. Cette visée ne peut pas être non plus celle de l'achèvement des tâches démocratiques en général, dont la bourgeoisie ne peut plus être le véhicule à l'époque actuelle, parce que sa survie repose au contraire sur le recul des acquis démocratiques et sociaux. D'où l'actualité, explique le GST, de la théorie de la *révolution permanente*, énoncée par Marx

en 1850 et reprise par Lénine et Trotsky dans le cadre de la révolution russe, selon laquelle les tâches démocratiques ne peuvent désormais être défendues qu'en tant que partie intégrante du programme de revendications de la classe ouvrière. Ce sont les travailleurs et eux seuls qui peuvent prendre à leur charge ces revendications et en entreprendre la réalisation dans la poursuite de leur propre émancipation sociale.

Cela est d'autant plus naturel que l'aspiration des masses à l'autodétermination est chargée du plein développement de toutes les libertés, et que ce plein développement est incompatible avec le régime du profit qui tend au contraire à les restreindre pour survivre. L'aspiration à l'autodétermination contredit fondamentalement les intérêts de la bourgeoisie. Elle porte en elle, écrit le GST, l'aspiration à s'approprier les mines, la forêt, etc., et toutes les richesses produites à même leur travail. Elle est « *la menace la plus grave dressée contre l'État bourgeois fédéral qui ne peut la reconnaître sans ouvrir la porte à sa propre destruction* » ¹⁴. Le contenu de l'aspiration à l'indépendance et à l'autodétermination « *s'oppose de front à l'État bourgeois capitaliste "souverain-associé". La détermination effective et libre de son avenir national par le peuple du Québec exige que les masses s'approprient les secteurs économiques décisifs qui assurent aujourd'hui aux trusts impérialistes la direction du développement national. L'autodétermination n'existe pas si elle se place sous les injonctions de quelque Wall Street que ce soit. Elle exige l'expropriation... du sol et du sous-sol, des forêts, des lacs et des rivières, des ressources énergétiques... des compagnies de finance et de crédit, des compagnies d'assurance et des banques, ... du transport* » ¹⁵.

La stratégie dont il est question ici est le contraire d'une stratégie étapiste du type « *indépendance d'abord, socialisme ensuite* » qui comporterait une première étape, celle de la réalisation de l'indépendance nationale, prélude à une deuxième étape, celle de la révolution socialiste, qui interviendrait ultérieurement, une fois l'indépendance réalisée ¹⁶. Le programme de revendications dont les travailleurs se

¹⁴ *Idem*, p. 24.

¹⁵ *Idem*, p. 34.

¹⁶ *Idem*, p. 32.

chargent est indivisible. Il comprend les revendications démocratiques et nationales et les revendications sociales. Sa réalisation pose la nécessité immédiate de la construction du parti des travailleurs face à tous les partis des autres classes de la société, en vue de la prise du pouvoir et de la formation du gouvernement ouvrier dont le programme intègre la solution de la question nationale par la séparation. Cette tâche historique fondamentale ne saurait être reportée à plus tard sous prétexte de ne pas diviser « les forces vives de la nation ».

Mais le GST ne fait pas du socialisme une condition de son appui à la séparation. Il récuse l'attitude qui consisterait à se prononcer en faveur de la séparation à la condition qu'elle soit socialiste. Cela serait tout aussi injustifiable que la stratégie étapiste « *indépendance d'abord, socialisme ensuite* ». Les questions d'oppression nationale sont des questions d'ordre démocratique, auxquelles il faut apporter une réponse sur le seul terrain de la démocratie. Aucune condition ne doit être posée à la réalisation de la séparation ¹⁷.

La question centrale, affirme le GST, est que le mouvement ouvrier, de manière unitaire, définisse sa position, combatte sur son propre terrain et prenne la direction de la lutte contre l'oppression nationale, qu'il s'oppose à d'éventuelles négociations secrètes et définisse ses propres positions en vue d'une Assemblée constituante. À la veille du référendum de 1980, le GST lance un *Manifeste* pour l'indépendance du Québec, dans lequel il appelle à l'abstention face à la « question fédéraliste » posée par le gouvernement Lévesque, et à la convocation immédiate de l'Assemblée constituante du peuple québécois pour que le peuple et lui seul décide de sa destinée.

¹⁷ *Idem*, p. 34.

L'activité du GST en direction du parti des travailleurs et de la question nationale

[Retour à la table des matières](#)

C'est par l'intermédiaire du Regroupement des militants syndicaux (RMS), mis sur pied à l'initiative de ses militants en mai 1974, que le GST mène son activité en faveur du Parti des travailleurs fondé sur les syndicats au cours des premières années de son existence. Le RMS se veut un regroupement large de militants syndicaux qui entendent coordonner leur action à partir de leur conviction commune de la nécessité de l'action unitaire des syndicats et de leur indépendance face au patronat et au gouvernement, et de l'action politique autonome des travailleurs à partir d'un parti des travailleurs à la construction duquel ils estiment que leurs organisations, les syndicats, ont un rôle d'initiative essentiel à jouer. Animé par un comité de coordination constitué principalement de membres du GST qui y interviennent ouvertement, il organise sur une base régulière des assemblées publiques sur les enjeux de la lutte des classes au Québec. Il donne également, au cours de sa première année, des séances de formation sur l'histoire du mouvement ouvrier au Québec. En novembre 1974, il publie un premier « Cahier » ¹⁸, intitulé *L'action politique des syndicats et le parti des travailleurs* dans lequel il montre à partir d'exemples concrets que la question de l'action politique autonome des travailleurs se pose au cœur même des luttes syndicales quotidiennes et que sa nécessité ne cesse d'être évoquée dans les débats menés dans les instances des trois centrales syndicales (FTQ, CSN, CEQ) et les discours des dirigeants. L'existence du Parti Québécois, qui se présente comme le seul porteur de la question nationale et se réclame d'un « préjugé favorable aux travailleurs », constitue alors un obstacle de taille à la construction d'un parti indépendant dont l'effet, aux dires de ses opposants, serait

¹⁸ Introuvables dans la plupart des bibliothèques, les Cahiers du RMS sont disponibles et téléchargeables sur le site internet des [Classiques des sciences sociales](#), mis sur pied par le sociologue Jean-Marie Tremblay avec la collaboration de l'UQAC.

de diviser les « forces vives de la nation » et de mettre en péril l'atteinte de l'objectif premier qu'est la libération nationale, à la suite de quoi on pourrait s'occuper de la libération sociale. Ceux-ci invoquent la « neutralité » ou la « non partisanerie » politique, que les organisations syndicales auraient la responsabilité de préserver, pour justifier leur appui, implicite ou explicite, au PQ, et leur opposition à ce que les syndicats donnent le coup d'envoi à la construction d'un parti des travailleurs.

Face à cela, il s'agit de montrer que les travailleurs ont leurs revendications propres qu'ils sont les seuls à pouvoir défendre, d'où la nécessité de leur propre parti et de leur propre lutte pour la conquête du pouvoir. Ces revendications, ils les ont élaborées au fil des ans. Elles sont consignées dans les documents officiels de leurs organisations syndicales, dans les résolutions adoptées par leurs instances représentatives, dans les positions exprimées publiquement lors de consultations, conflits, etc., dans les mémoires, manifestes, rapports moraux et procès-verbaux. Le RMS en publie une synthèse, en avril 1976, dans son Cahier no 2, intitulé *Cahier de revendications des travailleurs organisés (CSN-FTQ-CEQ): contribution du RMS à l'élaboration d'un projet de programme ouvrier*. Parmi ces revendications : le droit universel au travail et la pleine sécurité d'emploi avec recyclage sans perte de salaire, l'ouverture des livres comptables des entreprises, la syndicalisation universelle et la formule Rand, le droit de grève complet, la pleine indexation des salaires, des prestations de retraite et des allocations sociales et familiales, un système complet de garderies financé par l'État, la pleine égalité entre les hommes et les femmes, l'abrogation des lois sur l'avortement, la gratuité de l'enseignement à tous les paliers, un système d'enseignement unique, public et laïc, l'élimination de l'entreprise privée de l'exploitation des ressources naturelles, de l'assurance, de la finance et des services publics, l'interruption de toute subvention à l'entreprise privée et une plus forte taxation des profits, l'accroissement de la progressivité de l'impôt, la taxation des avoirs et l'abolition de la taxe de vente, l'autodétermination du Québec jusqu'à son droit à se constituer en nation indépendante.

Les revendications réunies dans ce Cahier sont celles des travailleurs eux-mêmes, reflet fidèle de leurs débats dans leurs organisations et du degré d'avancement de leur conscience. Elles correspondent à

leurs aspirations qui, à leurs yeux, ne sont pas exagérées. Pourtant, aucun parti politique ne les reprend à son compte. Aucun ne peut le faire parce que le régime qu'ils représentent et défendent ne peut satisfaire ces revendications sans miner ses propres bases. Les mesures visant l'élimination de l'entreprise privée des secteurs clés de l'économie en sont l'expression la plus vive. Ces revendications des travailleurs constituent donc la base de la rupture avec ces partis. Elles sont la démonstration de la nécessité pour les travailleurs de s'organiser politiquement pour se donner les moyens d'en entreprendre la réalisation à partir de leur propre gouvernement. Une faiblesse notoire de ce programme toutefois : la revendication sur la question nationale, qui se limite à la reconnaissance du droit du peuple du Québec à l'autodétermination, sans se prononcer sur l'exercice de ce droit par la séparation. Il faut rappeler à cet effet que ce n'est qu'en 1990 que les centrales syndicales se sont définitivement prononcées en faveur de l'indépendance du Québec, au lendemain du rejet définitif de l'accord du Lac Meech ¹⁹.

Aux élections du 15 novembre 1976, qui allaient porter le PQ au pouvoir, le GST est à l'initiative d'une coalition entre le RMS et le NPD-Q, dont la plate-forme électorale reprend intégralement le programme des revendications des travailleurs rendu public quelques mois plus tôt par le RMS dans son Cahier no 2. Il va sans dire, compte tenu de l'engagement du NPD à l'égard du fédéralisme, que la conclusion de l'entente quant à la formation de cette coalition a été facilitée par la revendication du programme relative à la question nationale, qui se limite à la reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec. La coalition NPD-RMS présente 21 candidats dont six sont membres du GST. Elle sollicite l'appui des centrales syndicales, mais

¹⁹ À son congrès de 1978, la CEQ avait adopté une position ambiguë à cet égard (*TO*, septembre 1978, p. 16, et juin-juillet 1979, p. 11). Par contre, des instances régionales, fédératives ou locales des centrales se sont prononcées en ce sens. Le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, de la CSN, s'est prononcé en faveur de l'indépendance du Québec à son congrès de 1972. Il a réitéré cette décision à son congrès de 1978, malgré la forte opposition des militants des groupes stalinien maoïstes (*TO*, mai 1978, p. 9). En 1979, trois fédérations de la CSN, les fédérations du bâtiment et du bois, des enseignants, et du commerce se prononçaient également en faveur de l'indépendance (*TO*, juin-juillet 1979, p. 9).

celles-ci ont d'ores et déjà opté pour l'appui au PQ, devenu explicite le 26 octobre dans le cas de la FTQ, demeuré implicite dans le cas de la CSN et de la CEQ qui ont invoqué l'alibi de la neutralité. Le GST déploie tous ses efforts dans cette campagne pour soutenir la coalition, une campagne qu'il mène au compte de l'axe central de sa politique qu'est la lutte pour la construction d'un parti des travailleurs indépendant. Dans la vague qui porte le PQ au pouvoir et faute de l'appui des centrales syndicales qui aurait dû constituer sa force principale, la coalition doit se contenter de 3 000 votes. Dans le bilan de cette campagne, qu'il fait à son 3^e congrès en octobre 1977, le GST met toutefois en garde contre une évaluation strictement mathématique de ce résultat et met l'accent sur l'impact qu'a eu la coalition dans l'ensemble du mouvement ouvrier dont les diverses composantes ont été amenées à prendre position, et dans le public en général, en tant qu'initiative indépendante menée sur une base de défense des intérêts propres des travailleurs et posant sans détour la question de leur parti indépendant. La coalition NPD-RMS, écrit-il, « *marque une étape importante dans le combat pour la construction du parti des travailleurs, pour la construction du RMS et pour la construction du GSTQ qui l'anime et le dirige* » ²⁰.

Après le discours inaugural du 8 mars 1977 à l'occasion duquel le gouvernement Lévesque nouvellement porté au pouvoir annonce son intention de réunir dans un sommet économique et social les représentants du mouvement syndical, du patronat et de l'État, le GST engage une campagne contre la concertation institutionnalisée que le gouvernement souhaite établir. Il le fait par l'intermédiaire de son journal, *Tribune ouvrière* ²¹, et aussi par l'intermédiaire du RMS dont l'un des principes fondateurs est l'indépendance des syndicats en face du gouvernement et du patronat et l'opposition à toutes les tentatives pour intégrer les syndicats dans les structures de participation économique ou politique du gouvernement ou du patronat. Le RMS publie à cet effet, à l'occasion d'un débat public sur la question en avril 1977, son Cahier no 4, intitulé *Non au sommet économique ! Non au contrat social !* Par ses écrits et les interventions de ses militants dans le mouvement ouvrier en vue d'amener les centrales à rejeter l'invitation

²⁰ *TO*, novembre 1977, p. 16-17.

²¹ En particulier le numéro de mai 1977, p. 4-13.

gouvernementale à participer à ce sommet, le GST, à la lumière des enseignements du mouvement ouvrier et des expériences nationales et internationales, passe au crible de la critique les nombreuses variantes de participation (autogestion, cogestion, rachat d'entreprises, participation à la propriété et aux bénéfices, fonds d'investissement des travailleurs, bipartisme et tripartisme sur le plan politique) au nom desquelles les travailleurs sont maintenus dans la dépendance à l'égard du patronat et de ses partis et privés de l'autonomie nécessaire à leur émancipation. Son intervention ne parvient pas toutefois à amener les centrales syndicales à refuser de participer avec le gouvernement et le patronat, en mai 1977 à La Malbaie, au sommet économique organisé par le parti politique qu'elles ont contribué, par leur appui ouvert ou leur inaction, à porter au pouvoir. Ce sommet n'est d'ailleurs que le premier de tout un ensemble de mini-sommets régionaux et sectoriels que le PQ organisera au cours des mois qui suivront et d'un nouveau sommet national, à Montebello en mars 1979.

C'est dans cette même perspective de concertation sociale qu'est adoptée à l'été 1977 la Loi 2 sur le financement des partis politiques qui, sous le couvert de « *faire le ménage dans les caisses électorales* » et d'instituer des mœurs politiques plus saines, interdit le financement par les organisations syndicales d'un parti qu'elles décideraient d'impulser, visant en quelque sorte à tuer dans l'œuf cette « *utopie pernicieuse du parti des travailleurs* », selon l'expression de René Lévesque, dont la naissance « *diviserait à coup sûr les forces vives du Québec* » ²². Seule organisation à le faire, directement et par l'intermédiaire du RMS, le GST dénonce vertement cette loi antidémocratique et anti-ouvrière. Il dénonce par la suite avec la même vigueur la Loi 92 définissant les règles de la tenue du référendum de mai 1980. Cette loi obligeait toutes les forces du oui et toutes celles du non à se rassembler dans un comité du oui et un comité du non. Elle interdisait toute expression en faveur du oui ou du non en dehors de ces comités et interdisait *de facto* l'expression de tout autre point de vue, privant ainsi le mouvement ouvrier d'une voix autonome. « *Certaines liber-*

²² Propos publiés dans *Le Jour* du 1^{er} février 1976, cités dans *TO*, novembre 1977, p. 17.

tés, disait le "démocrate" René Lévesque, *doivent être restreintes pour l'intérêt et la sérénité du public* » ²³.

Prenant comme point d'appui l'expérience politique de la présentation des 21 candidats de la coalition NPD-RMS à l'occasion des élections du 15 novembre 1986, et pour donner une envergure nationale à une activité qui s'était concentrée jusque-là à Montréal, le GST ouvre, à l'automne 1977, la perspective de l'organisation par le RMS, en mai 1978 à Montréal, d'une *Conférence nationale sur le Parti des travailleurs*, précédée de conférences préparatoires dans diverses régions du Québec qui y éliront des délégués, en vue de débattre de l'objectif et de la méthode de construction du parti des travailleurs. Rappelons qu'à son 3^e congrès, en octobre 1977, où cette orientation est confirmée, le GST adopte aussi sa position sur la question nationale, en faveur de la séparation et de la République libre du Québec. À son tour, le RMS se prononce en faveur de l'indépendance. Il fait connaître sa position dans un nouveau Cahier, son cinquième, intitulé *Non au fédéralisme ! Non à la souveraineté-association ! Pour l'indépendance du Québec !*, publié au début de 1978. Il lance une pétition d'appui à cette initiative et appelle les centrales syndicales à organiser sur une base unitaire une conférence intersyndicale d'orientation pour que s'amorce dans les rangs syndicaux un débat sur l'action politique dans la perspective de la construction du parti des travailleurs. Il appelle par ailleurs les centrales syndicales à se saisir en toute indépendance de la question nationale et à élaborer leur propre position. Ainsi se trouve engagé un combat simultané pour la conquête de l'indépendance de classe et l'émancipation nationale, par le combat intensifié pour la construction du parti des travailleurs, l'opposition à la concertation et la lutte pour la séparation du Québec. À un moment où le PQ annonce d'une manière de plus en plus claire qu'il tourne le dos à la séparation et qu'il prépare la négociation d'un nouveau compromis avec le fédéralisme canadien, force est de constater que « *la lutte contre l'oppression nationale est partie intégrante de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation* » et que « *pour mener ce combat, la classe ouvrière a besoin de son propre parti* » ²⁴.

²³ TO, septembre-octobre 1977, p. 3; juin-juillet 1977, p. 1 et 3.

²⁴ TO, décembre 1977, p. 6-7.

Pendant les premiers mois de l'année 1978, le GST s'investit pleinement dans la préparation de la Conférence nationale de mai et des conférences régionales qui la précèdent. Ces dernières sont un succès dans la plupart des régions. La Conférence nationale, qui a lieu le 13 mai à Montréal, regroupe 200 militants des régions de Montréal, de Québec, de Sherbrooke, de l'Abitibi, de la Mauricie, de l'Outaouais et des Laurentides. La Conférence se donne l'objectif de construire des sections du RMS dans toutes les régions en vue de faire du regroupement un véritable pôle de combat pour la construction du parti des travailleurs. Les enjeux clés de l'année qui vient sont les élections fédérales et la tenue du référendum sur la question nationale. Déjà la campagne pré-référendaire est commencée et la grande coalition anti-Québec des partis fédéralistes du Canada et du Québec, regroupés dans le Comité Pro-Canada, engage des millions de dollars en propagande pour empêcher le peuple du Québec de disposer librement de lui-même. Face à cette attaque, déclare le GST, une riposte unitaire des organisations syndicales s'impose. Il propose l'organisation, à l'initiative du RMS, d'une campagne d'*Appel aux syndicats* pour que se constitue ce bloc uni contre les forces fédéralistes, que soient convoqués les États généraux du mouvement ouvrier pour la défense des droits du Québec et les revendications des travailleurs et que les syndicats fournissent une alternative de vote lors des élections fédérales. La direction du NPD ayant choisi d'emboîter le pas à la coalition des partis fédéralistes contre le droit du Québec à disposer de lui-même, ce parti ne peut être pour les travailleurs du Québec le véhicule par lequel lutter contre l'oppression nationale. La voie qui s'impose alors est celle de la désignation, avec l'appui des syndicats, de candidats des travailleurs dans chacun des 75 comtés.

Si l'Appel aux syndicats reçoit l'appui de plus de 2 000 militants, ce ne sera finalement qu'un seul candidat qui se présentera aux élections fédérales du 22 mai 1979. Mais, ici encore, le bilan que fait le GST de cette activité de l'Appel aux syndicats tient davantage compte des acquis du processus en termes de réseaux de militants constitués et des bases politiques mises en place pour les échéances suivantes, dont la plus importante est celle du référendum. Ce bilan, comme celui de l'ensemble de ses activités depuis son congrès précédent, le GST le dresse à l'occasion de son 4^e congrès, qui a lieu à la fin d'août et au début de septembre 1979. Ce congrès marque un point tournant

pour l'avenir du groupe, qui est alors toujours principalement implanté au Québec même s'il a été fondé avec la perspective de se construire comme organisation pan-canadienne. Le GST prend la décision de passer à une nouvelle étape de son développement et d'entreprendre les efforts pour se construire véritablement à l'échelle du Canada à partir des acquis de sa construction au Québec au cours des cinq premières années de son existence. Pour traduire ce recentrage de sa construction en tant qu'organisation pan-canadienne, il cesse d'utiliser le nom de *Groupe socialiste des travailleurs du Québec* (GSTQ) pour prendre celui de *Groupe socialiste des travailleurs*. L'axe central de la construction du GST au Québec demeure le travail et l'implantation dans les organisations de la classe ouvrière, terrain principal de combat pour la construction du parti des travailleurs fondé sur les syndicats et pour l'indépendance du Québec. Même si le congrès affirme que le RMS demeure le principal pôle de regroupement des militants syndicaux combattant sur cet axe, la nouvelle période verra le GST intervenir davantage à son propre compte sur cette question et emprunter d'autres canaux transitoires que le RMS qui cesse dès lors ses activités. Au Canada anglais, la construction du GST passe aussi par le travail et l'implantation dans les syndicats et le NPD organiquement lié aux syndicats, pour y gagner la reconnaissance du droit du peuple du Québec à l'autodétermination, la rupture avec la coalition fédéraliste anti-Québec ²⁵.

Au début de 1980, le GST entre de plein pied dans la bataille référendaire. Sous les mots d'ordre « *Contre l'État fédéral, pour l'indépendance du Québec, pour l'Assemblée constituante du peuple québécois* », il présente, pour la première fois sous sa propre bannière, trois candidats aux élections fédérales du 18 février, à la suite de la chute du gouvernement conservateur minoritaire de Joe Clark. En mars, il rend public son *Manifeste* pour l'indépendance et la convocation immédiate de l'Assemblée constituante et il amorce une tournée pan-canadienne d'information et de débat sur cette question, s'échelonnant sur un mois. Il lance par ailleurs une campagne devant culminer à la mi-juin, au lendemain du référendum du 20 mai, dans un *Rassemblement national* à Montréal sur le thème de l'appel à la Constituante souveraine des délégués du peuple, pour l'indépendance du Québec.

²⁵ *TO*, septembre 1979, p. 8-10.

En réponse à la question fédéraliste que le gouvernement du PQ soumet au référendum, le GST appelle à l'abstention. La souveraineté-association que propose le PQ, explique le GST, n'est pas une étape vers l'indépendance, elle est au contraire un obstacle sur la voie de sa réalisation ²⁶. Le Rassemblement national de Montréal, qui a lieu les 13 et 14 juin, est précédé d'assemblées dans diverses régions du Québec, ainsi qu'à Toronto et Vancouver. Il réunit 225 personnes qui déclarent que la défaite du mandat de négocier une nouvelle entente avec Ottawa au référendum du 20 mai ne signifie pas une défaite des aspirations nationales des Québécois, réaffirment leur engagement envers l'indépendance et la revendication de la convocation d'une Assemblée constituante et en appellent à une action unitaire des organisations ouvrières et de la jeunesse pour réaliser ces objectifs.

Lors d'une deuxième réunion, le 18 octobre 1980, le *Rassemblement national* appelle à une mobilisation unitaire en vue d'une *Marche sur Ottawa* pour faire échec au coup de force constitutionnel que le premier ministre Pierre Elliott Trudeau s'apprête à imposer à la population du Québec et du Canada avec le concours des premiers ministres des provinces qui ont entrepris avec lui de toute urgence, dès le lendemain du référendum du 20 mai, des négociations secrètes pour tenter de sauver l'État fédéral de la crise qui le ronge, par une « réforme constitutionnelle » donnant lieu au « rapatriement » de l'AANB et lui annexant une Charte des droits et libertés, mais y maintenant l'autorité suprême de la monarchie britannique héritée de l'Acte de 1867 et le pouvoir centralisateur de l'État fédéral qu'il a mis en place. La pertinence de cette campagne animée par le GST se manifeste d'autant mieux que le Parti Québécois au pouvoir fait adopter par l'Assemblée nationale, le 21 novembre 1980, une proposition qualifiée de « motion de la honte » par le GST. Sous le couvert de s'opposer à une modification de la « Constitution » canadienne par le Parlement britannique, l'Assemblée nationale se disait « *respectueuse de la volonté de la majorité des citoyens du Québec qui a voté pour le maintien du fédéralisme canadien* » et affirmait en conséquence « *que le renouvellement de la Constitution canadienne doit être réalisé au Canada en conformité avec les principes du fédéralisme et en conséquence par la*

²⁶ TO, semaine du 11 février 1980, p. 4.

voie de la négociation entre les deux ordres de gouvernement... » ²⁷. L'Appel aux centrales syndicales pour qu'elles organisent la *Marche sur Ottawa* reçoit l'appui de 10 000 signataires, ainsi que d'un grand nombre d'organisations, syndicales et démocratiques, dont la CSN et la CEQ. Elle suscite dans ces organisations de nombreux débats et prises de position sur les questions de l'indépendance et de la constituante souveraine. Mais la FTQ refuse d'appuyer le projet, ce qui le met en échec, la CSN et la CEQ ayant lié leur implication à celle de la FTQ.

Une Marche sur Ottawa aura néanmoins lieu, le 21 novembre suivant, à l'appel du Congrès du Travail du Canada, pour protester contre la hausse vertigineuse des taux d'intérêt. Elle réunit quelque 100 000 participants venus de toutes les régions du pays, dont environ 40 000 du Québec, à l'appel des trois centrales qui ont répondu à la proposition du CTC. Pour le GST, cette manifestation exprime l'unité de la classe ouvrière de tout le Canada contre les politiques du gouvernement Trudeau, c'est-à-dire contre la hausse des taux d'intérêt, le chômage, les coupures budgétaires, mais aussi contre le coup de force constitutionnel, qui touche au premier plan le Québec, mais qui vise aussi les autres composantes de la population, autochtones, jeunes, femmes, etc., même si les dirigeants du CTC ont exclu ce mot d'ordre de la manifestation en raison de leur appui au coup de force de Trudeau. Le mouvement qui a vu se concentrer les 100 000 manifestants à Ottawa *« est celui-là même pour lequel le GST et le Rassemblement national pour la convocation de l'Assemblée constituante ont combattu depuis octobre 1980 »* ²⁸. Au même moment, les dirigeants des trois centrales se trouvent au centre de la formation d'un Front national affirmant un rejet catégorique de la « Constitution » illégitime imposée par Trudeau et appelant à un processus ouvert et démocratique d'élaboration d'une véritable constitution.

Dans ce contexte d'une volonté d'action largement répandue à la base, mais bloquée par la division au sommet, le GST avait renouvelé, mais sans succès, son appel à la désignation de candidats des travailleurs, face au PQ et au PLQ, aux élections générales du 13 avril 1981.

²⁷ Cité dans *TO*, semaine du 1^{er} décembre 1980, p. 3.

²⁸ *TO*, Bulletin no 6, quinzaine du 7 au 21 décembre 1981, p. 4.

Il y avait présenté pour sa part deux candidats. En dépit d'un bilan peu reluisant du gouvernement Lévesque et d'une position sur la question nationale de plus en plus remise en question, le PQ avait néanmoins été réélu face au PLQ, dont le chef, Claude Ryan, avait dirigé le camp du « non » au référendum, et qui était vu comme l'expression politique de la politique fédéraliste anti-Québec. Mais le désenchantement ne cesse de gagner en ampleur. Il s'exprime dans une impressionnante succession de manifestations, de 25 000 travailleurs à l'appel des trois centrales, le 3 avril 1982 à Montréal contre les politiques des gouvernements Trudeau et Lévesque, de 40 000 le 27 avril contre le coup de force constitutionnel, de 30 000 devant l'Assemblée nationale le 11 juin contre les baisses de salaires dans les secteurs public et parapublic, et dans la grève générale, déclenchée le 10 novembre, des syndiqués des secteurs public et parapublic dont le gouvernement décrète les conditions de travail et coupe les salaires de 20 % pour une période de trois mois en les frappant de lois spéciales. 50 000 personnes manifestent à Québec le 29 janvier contre ces lois. Au même moment, à travers le mouvement syndical, se pose partout la question de l'action politique des travailleurs, dans une large mesure comme résultat des interventions du GST sur cette question.

Le GST continue inlassablement à défendre son orientation fondée sur l'unité d'action des organisations ouvrières et la perspective du parti des travailleurs fondé sur les syndicats, mais sans que cette politique en arrive à surmonter l'opposition des directions ouvrières et en arrive à aboutir. À l'occasion des élections fédérales du 4 septembre 1984, il lance pour le Québec le même appel à des candidatures impulsées par les centrales syndicales, mais il ne présente pas cette fois de candidats sous sa bannière. Fidèle à une position traditionnelle, la FTQ accordait son appui au NPD, tout en réaffirmant son désaccord avec les positions constitutionnelles du parti. Fait significatif à cet égard, le chef du NPD-Québec, John Harney, avait tenu à marquer son rejet de la position constitutionnelle du NPD fédéral en déclarant que le NPD-Q refusait de considérer comme légitime la « constitution canadienne » ²⁹. Poursuivant cette logique, le NPD-Q prenait position, à son congrès de mars 1985, en faveur d'une constitution québécoise élaborée par une assemblée constituante et soumise pour adoption par

²⁹ *TO*, no 155, 25 septembre - 8 octobre 1984, p. 5.

le seul peuple québécois. Cet appel rejoignait la position adoptée par les trois centrales syndicales au Québec en décembre 1982, à la suite du coup de force constitutionnel de Trudeau. Rappelons que le Parti Québécois, quant à lui, a biffé en 1979 cette disposition qui était jusque-là inscrite dans le programme du parti ³⁰. Compte tenu de ce développement majeur de la politique du NPD-Q en matière de reconnaissance des droits nationaux du Québec et de l'ensemble de son programme social qui rejoint celui du mouvement ouvrier, le GST se prononce en faveur d'un appui aux candidats du NPD-Q aux élections du 2 décembre 1985 au Québec, contre les candidats du PQ et du PLQ ³¹. Il est important de rappeler que, contrairement à ce qui s'était passé en 1976 et en 1981, les dirigeants de la FTQ, qui auraient souhaité reconduire en 1985 l'appui de la centrale au PQ malgré les politiques outrageusement anti-ouvrières de ce parti, ont essuyé un cuisant revers devant les 700 délégués à un congrès spécial de la centrale qui ont rejeté à une majorité de 60 % la proposition d'appui qu'ils étaient invités à entériner comme « *une position du moindre mal* » ³². Est-il pensable que la direction de la FTQ, en tentant de forcer un appui au PQ en dépit de l'énorme mécontentement dont il était l'objet, ait voulu ainsi lui exprimer sa reconnaissance à la suite de l'adoption de la loi créant le *Fonds de solidarité* en juin 1983, assortie de l'octroi d'un prêt de 10 millions de dollars sur cinq ans à très faible taux d'intérêt ? La CSN et la CEQ, quant à elles, s'étaient abstenues d'appuyer quelque parti.

Dans cette foulée, le GST entreprend une discussion dans ses rangs sur ce qui doit être pour ses militants, à partir de ce moment, la meilleure façon d'intervenir sur le terrain politique pour aider à la construction de la force politique autonome des travailleurs. Depuis sa fondation en 1974, il a recouru à divers modes d'intervention, en mettant sur pied des cadres de regroupement comme le RMS et le Rassemblement national pour la convocation de la constituante, il est intervenu à son propre compte en présentant des candidats aux élections, il a mené des campagnes, organisé des assemblées publiques, diffusé ses idées par sa presse et ses autres publications, il a été à l'ini-

³⁰ *TO*, no 167, 15-29 avril 1985, p. 5, et no 182, novembre 1986, p. 8-9.

³¹ *TO*, no 173, novembre 1985, p. 2-3.

³² *TO*, no 174, décembre 1985, p. 4-5.

tiative de coalitions comme la coalition NPD-RMS, etc. Dans la nouvelle conjoncture, il en arrive à conclure que le NPD est désormais le meilleur cadre organisé, non seulement au Canada, mais aussi au Québec, pour travailler à construire le parti des travailleurs. Il décide donc, lors de son 9^e congrès en juin 1987, de cesser son activité en tant que groupe politique organisé et d'inviter ses militants à se joindre au NPD, non pas en tant que fraction organisée ouverte ou clandestine intervenant dans ses rangs, mais sur une base individuelle et volontaire, défendant librement leur point de vue dans le cadre de l'exercice et du respect de la démocratie interne du parti. Il décide également que *Tribune ouvrière* continuera sa publication, non plus comme le journal d'une organisation, mais comme un journal d'information faisant écho aux luttes ouvrières et aux processus en cours dans le mouvement ouvrier ici et à l'échelle internationale ³³. *Tribune ouvrière* survivra au GST pendant trois ans, son dernier numéro datant du printemps 1990.

II – Les autres dimensions de l'activité politique du GST

Implantation dans le mouvement syndical

[Retour à la table des matières](#)

Les militants du GST étaient surtout présents dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services publics, beaucoup moins dans le secteur privé. Le GST comptait également un bon nombre de militants jeunes qui intervenaient principalement dans les organisations étudiantes. Dans le mouvement ouvrier, les militants du GST sont intervenus dans les syndicats locaux, les fédérations et les instances, centrales et régionales, des centrales syndicales, principalement à la CSN et à la CEQ. Ils ont influencé l'orientation et participé à la direction d'importantes batailles, dont celles du transport en commun à

³³ *TO*, no 188, octobre-novembre 1987, p. 20.

Montréal (grèves des employés d'entretien de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal ³⁴), des fronts communs des secteurs publics et parapublics, du secteur universitaire (grève professorale de quatre mois à l'UQAM en 1976-1977), des enseignants de l'Alliance des professeurs de Montréal et de la CEQ et du secteur de l'édition (grève de 21 mois des employées du CEC contre les géants Hachette et Power Corporation en 1977-1978). Les faits d'armes les plus mémorables des militants du GST, ceux qui ont le plus marqué les luttes ouvrières de toute cette période et qui ont eu un puissant impact dans l'ensemble du mouvement ouvrier, sont incontestablement ceux qui ont jailli de la formidable combativité des militants du Syndicat du transport de Montréal de la CTCUM : grève illégale victorieuse de 44 jours en 1974 pour obtenir l'indexation des salaires au coût de la vie, défiances d'injonctions lors de ce conflit qui ont donné lieu à 234 accusations d'outrage au tribunal; peines de prison infligées aux quatre dirigeants du syndicat en 1978 à la suite des accusations portées en 1974 ³⁵; grève légale victorieuse de trois semaines en 1979 ; grève unitaire avec les deux autres syndicats de la CTCUM (employés de bureau, chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro) en janvier 1982 et défiance de la loi spéciale du gouvernement Lévesque adoptée pour casser la grève, amendes de 700 000 dollars infligées aux trois syndicats et poursuites du gouvernement contre les 6 000 grévistes; incarcération des cinq dirigeants du STM en 1983, pour avoir désobéi, en novembre 1982, à une injonction interdisant une grève de solidarité de 24 heures avec les travailleurs du secteur public; mise en tutelle du syndicat et congédiement de 19 de ses dirigeants et militants en vertu d'une loi antidémocratique exceptionnelle du gouvernement du PQ, adoptée en mai 1983 pour sévir contre une grève générale illégale déclenchée en réaction à un harcèlement pa-

³⁴ Devenue la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, puis la Société de transport de Montréal.

³⁵ Face au puissant mouvement de solidarité qui s'était manifesté lors de cette grève exemplaire, le juge en chef de la Cour supérieure du Québec, Jules Deschênes, avait rejeté les accusations comme « *socialement, politiquement et judiciairement inopportunes dans leur conception et dangereuses dans leurs conséquences* » (TO, juin 1978, p. 3. C'est à la suite de l'appel de cette décision, logé par la STCUM et appuyé par les ministres de la Justice successifs, Jérôme Choquette du PLQ et Marc-André Bédard du PQ, que le jugement de 1974 a été cassé et que les condamnations ont été prononcées.

tronal devenu intolérable; réintégration en décembre 1983 des 19 dirigeants à la suite d'une vaste campagne d'appui du mouvement syndical et des organisations de défense des droits démocratiques, mais nouvelle condamnation, en mai 1984, de quatre dirigeants du syndicat à des peines d'emprisonnement. La férocité de ces attaques du gouvernement du PQ contre le STM traduisait sa volonté de casser ce syndicat et ce qu'il représentait et d'enrayer ainsi la menace de propagation du projet dont il était porteur.

Unité syndicale

[Retour à la table des matières](#)

Sur le terrain de l'action syndicale comme sur le terrain politique, le GST a sans relâche mis de l'avant la nécessité de l'unité d'action des organisations comme condition essentielle de la réussite de ces batailles, et condamné les divisions entretenues par les directions. Partisan de la fusion des centrales syndicales en une centrale unique, il a défendu ce point de vue en particulier en 1974 au sein de la Fédération nationale des enseignants de la CSN, au moment de la transformation de la *Corporation des enseignants du Québec* en *Centrale de l'enseignement du Québec* (CEQ). Cette décision de se constituer en une nouvelle centrale au moment de l'abandon de son statut archaïque de « corporation professionnelle », plutôt que de se joindre aux syndicats d'enseignants regroupés au sein de la CSN, constituait une source nouvelle de dispersion des forces syndicales, de division et de concurrence entre elles pour gagner de nouveaux membres. D'autant plus que la nouvelle centrale annonçait sa volonté de regrouper en son sein « *tous les travailleurs de l'enseignement* », ce qui impliquait nécessairement un maraudage auprès des syndicats d'employés de soutien déjà affiliés à la CSN et à la FTQ. Les militants du GST sont intervenus dans ce débat pour défendre la perspective d'une fusion organique des trois centrales ³⁶. En 1977, lorsque la CSN et la CEQ ont entrepris des discussions en vue de fusionner les deux centrales et qu'elles ont pu-

³⁶ *Bulletin* du Comité de liaison pour la reconstruction de la 4^e Internationale au Canada, no 4-5, p. 79-80.

blié à cet effet une *Déclaration d'intention relative à l'unité syndicale*, soumise à tous leurs membres ³⁷, le GST a salué ce rapprochement entre les deux centrales comme un pas en avant dans la voie de l'unité organique de tout le mouvement, la voyant comme un point d'appui à partir duquel entreprendre de nouvelles démarches auprès de la FTQ qui avait refusé d'emboîter le pas aux deux autres centrales, pour la convaincre de s'y joindre. Mais il mettait en garde contre un éventuel processus de maraudage des syndicats de la FTQ qu'on tenterait un à un de rallier à la nouvelle centrale. Le chemin vers l'unité de tout le mouvement ne peut passer, disait-il, par le maraudage et la division.

Il ne pouvait pas non plus être celui que proposait alors le PQ, celui d'un syndicalisme « des travailleurs d'ici », regroupés sur la base des intérêts de la nation, pratiquant la collaboration de classe par la participation aux organismes de l'État. Il ne pouvait s'agir d'une « *Confédération générale des travailleurs du Québec* », comme la désignait le leader de l'opposition péquiste Robert Burns en 1975, une CGTQ vouée au « *syndicalisme d'ici... authentiquement pour le Québec... totalement, massivement, intimement québécois... et participationniste* » ³⁸. L'unification du mouvement devait se faire au contraire, soutenait le GST, en opposition à ces tendances d'intégration à l'État. L'évolution, comme on le sait, a été tout autre. Non seulement les centrales sont-elles entrées de plein pied dans la concertation, mais, après l'échec du projet de fusion de la CSN et de la CEQ, cette dernière a évolué vers ce qui était prévisible depuis le jour de sa création, c'est-à-dire vers une autre centrale à vocation polyvalente, débordant le champ du seul enseignement pour s'étendre au secteur des affaires sociales et livrer par la force des choses une concurrence en bonne et due forme aux deux autres centrales pour la conquête de membres, accentuant une division des forces syndicales qui ne peut bénéficier qu'aux patrons. Elle modifiait en conséquence son nom en *Centrale des syndicats du Québec* (CSQ), abandonnant la référence à son secteur d'origine, l'enseignement.

³⁷ Document de 48 pages, daté du 29 octobre 1977, signé par Norbert Rodrigue de la CSN et Yvon Charbonneau de la CEQ.

³⁸ Cité dans *TO*, novembre 1977, p. 6. Voir aussi *TO*, janvier 1978, p. 3, et mars-avril 1978, p. 3.

Défense des droits des femmes

[Retour à la table des matières](#)

La lutte pour la défense des droits des femmes a été une composante importante du combat du GST. Dès son 2^e Congrès, en février 1976, il a adopté un document de base intitulé *Comment les marxistes combattent pour l'émancipation de la femme*, publié la même année sous forme de brochure par les *Presses socialistes internationales*. Les grandes lignes de la politique qu'il a défendue à cet égard sont les suivantes. Les femmes ne peuvent mener seules la bataille contre leur surexploitation sur les lieux de travail et leur oppression sociale en tant que femmes. C'est l'ensemble des travailleurs qui doivent mener cette lutte avec elles. Il appartient donc au premier titre aux organisations syndicales, seule force organisée des travailleurs, de se faire le porte-parole des revendications des femmes en tant que partie intégrante de l'ensemble de ses revendications. D'où l'importance première de la mise sur pied de comités de la condition féminine dans les syndicats, des instances locales aux instances centrales, et d'une concertation de cette action dans un comité intercentrales. D'où aussi la nécessité d'États généraux du mouvement ouvrier sur cette question. Cette politique trouvait un écho dans le document intitulé *La lutte des femmes, combat de tous les travailleurs*, adopté en juin-juillet 1975 par le congrès de la CSN. Les premières revendications à défendre dans cette lutte : un droit réel pour les femmes au travail social sur le même pied que les hommes, par la mise sur pied d'un réseau complet de garderies public et gratuit et des congés de maternité payés par l'employeur ou par l'État avec garantie de retour au travail en conservant les droits acquis ; des conditions de travail égales à celles des hommes (salaires, avantages sociaux, accès aux emplois); la pleine reconnaissance des droits démocratiques, dont le droit à l'avortement libre et gratuit ³⁹.

Le GST et ses militantes et militants se sont pleinement investis dans ce travail, dans le mouvement syndical, au sein de groupes de

³⁹ TO, septembre 1976, p. 4, février 1977, p. 7, novembre 1977, p. 18.

défense des droits des femmes, ainsi que par son activité propre, en particulier à l'occasion de la journée internationale des femmes, la Fête du 8 mars. En 1979, à titre d'exemple, il réunissait 400 personnes le 10 mars dans une soirée de débats, à laquelle participait en particulier Léa Roback, et de lecture de poèmes de Bertold Brecht par la comédienne Monique Mercure. Il a apporté du début jusqu'à la fin son indéfectible soutien militant à la défense du droit à une maternité librement consentie et à l'avortement libre et gratuit, à la lutte pour le retrait des articles 251 et 252 du Code criminel canadien qui font de l'avortement un crime, à toutes les initiatives qui ont été mises sur pied à cet effet et au formidable combat de cet immense défenseur des droits des femmes qu'est le docteur Henry Morgentaler. « *Votre détermination*, lui écrivait le GST en 1985 en souscrivant à une campagne de levée de fonds en faveur de son combat, *est un exemple pour tous ceux et toutes celles qui sont épris de liberté et de justice* » ⁴⁰.

Jeunesse et mouvement étudiant

[Retour à la table des matières](#)

Dans le mouvement étudiant, les militants du GST ont contribué à mettre sur pied au milieu des années 1970 l'*Association générale des étudiants de l'UQAM* (AGEUQAM) dont la plupart des dirigeants, au cours des premières années, ont été des membres du GST et qui a été le principal canal par lequel s'est exercée son influence au sein du mouvement. Dès sa fondation en 1976, l'AGEUQAM a entrepris une bataille pour que soit rétabli un fonctionnement démocratique au sein de l'*Association nationale des étudiants du Québec* (ANEQ), créée en 1975 à la suite d'une grève victorieuse pour les prêts et bourses, et pour contribuer à construire cette association sur la base du programme des revendications étudiantes. Dirigée par la fraction la plus caricaturale du dogmatisme autoritaire gauchiste, l'ANEQ agissait comme un repoussoir face à la masse du mouvement étudiant. Sur le plan programmatique, l'AGEUQAM mettait de l'avant la perspective d'une liaison des revendications étudiantes à celles du front commun

⁴⁰ *TO*, no 165, 11-25 mars 1985, p. 2.

des salariés des secteurs public et parapublic en vue de les défendre dans une lutte commune contre le gouvernement et ses attaques contre les conditions de vie et d'étude. Constatant qu'il n'y a pas de solution « étudiante » au chômage, elle en appelait à une Conférence intersyndicale sur cette question et sur les moyens à engager pour la résoudre. Elle se prononçait par ailleurs en faveur de l'école publique et laïque et la gratuité scolaire à tous les niveaux, ainsi que pour la défense des droits démocratiques et la reconnaissance syndicale et défendait ce programme au sein de l'ANEQ. Elle réitérait en 1979 sa conviction de la nécessité d'une action commune avec le mouvement syndical pour la défense des revendications ouvrières et étudiantes et adoptait simultanément une position en faveur de l'indépendance du Québec qu'elle parvenait à faire adopter, en mars 1980, par l'ANEQ réunie en congrès, malgré l'opposition de sa direction.

Les profonds problèmes posés par l'absence de démocratie au sein de l'ANEQ et la paralysie complète dans laquelle cette organisation avait sombré lors de son 15^e congrès en 1981, qui s'était soldé après cinq jours de débats par l'incapacité d'en arriver à quelque décision, avaient alors amené les militants du GST à conclure à la nécessité de s'engager dans une tentative de refondation du mouvement étudiant, par la création d'un regroupement portant le nom de *Regroupement pour un véritable syndicat national étudiant au Québec* (RVSNEQ). Mais deux nouvelles organisations nationales étudiantes avaient également vu le jour entre temps, le *Regroupement des associations universitaires étudiantes* (RAEU) et la *Fédération des associations étudiantes des collèges du Québec* (FAECQ). Ces deux organisations étaient de pures créations du PQ et agissaient dans le mouvement étudiant comme des relais du gouvernement. Elles défendaient énergiquement, en particulier, le projet gouvernemental de « reconnaissance » des associations étudiantes (projet de loi 32) qui était en fait une machine de guerre contre leur reconnaissance en soumettant leur accréditation à des critères d'une extrême sévérité et à l'arbitraire d'un « agent » gouvernemental investi du pouvoir de les désaccréditer et de les liquider selon son évaluation de leur représentativité. Ces faits devaient contribuer à rapprocher le RVSNEQ de l'ANEQ, dont les revendications étaient désormais sensiblement les mêmes à la suite d'un nouveau congrès de l'ANEQ en mars 1983 (pleine reconnaissance des associations étudiantes, gratuité scolaire à tous les niveaux...). Le re-

tour au pouvoir du PLQ en 1985 et l'annonce de sa volonté d'augmenter les frais de scolarité devait agir comme une nouvelle catalyseur du rapprochement des associations, y compris le RAEU et la FAECQ. Alors que l'ANEQ, dans ce cadre, décidait d'inviter à un congrès spécial les associations affiliées à ces fédérations, mais de ne pas inviter les fédérations elles-mêmes, le GST défendait quant à lui la position selon laquelle toutes les organisations devaient être invitées. Pour organiser l'opposition la plus solide au gouvernement, il fallait, selon la politique qu'il a toujours défendue, construire un mouvement uni, indépendant et démocratique.

Les militants jeunes du GST qui intervenaient dans le mouvement étudiant disposaient d'un cadre de regroupement, de réflexion et d'élaboration, le *Rassemblement des jeunes pour le socialisme* (RJS), mis sur pied à l'initiative du GST, où ils se retrouvaient avec eux d'autres jeunes, travailleurs et sans travail. Le RJS a organisé des activités à son propre compte, comme des assemblées publiques, a tenu ses propres congrès et assemblées, organisé des camps de formation, publié un journal et produit un *Manifeste*, rendu public en 1976. Conjointement avec l'*Union des jeunes indépendantistes de l'Outaouais* (UJIO), il a organisé en juin 1980 une *Conférence nationale des jeunes pour l'indépendance du Québec*. Peu après, le RJS a cessé ses activités. Les militants du GST œuvrant dans la jeunesse se sont par la suite impliqués dans le *Rassemblement pour l'organisation autonome de la jeunesse* (ROIJ), puis dans le *Regroupement autonome des jeunes* (RAJ) créé à l'initiative de l'ANEQ et d'une douzaine d'organisations de jeunes dans la foulée du *Sommet québécois de la Jeunesse* de 1983. L'objectif du RAJ était de regrouper les jeunes et leurs organisations à travers le Québec afin de coordonner leurs luttes pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Il a organisé de nombreuses actions d'envergure nationale, avec l'appui du mouvement syndical, pour défendre les revendications de la jeunesse, dont l'occupation de bureaux gouvernementaux et du lac Ossisko en Abitibi, présenté un candidat contre le PQ et le PLQ aux élections partielles de novembre 1984 et organisé la *Marche des Jeunes pour l'emploi* en 1985, renouant avec la *Grande Marche des chômeurs* de 1935 sur Ottawa.

Laïcité

[Retour à la table des matières](#)

L'engagement du GST dans la lutte pour la séparation de l'Église et de l'État, pour un système d'éducation unique, public et laïc et pour l'abolition de toute subvention gouvernementale à l'enseignement privé découlait naturellement de son engagement dans la lutte pour l'abrogation de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) et la destruction de l'État fédéral canadien. La revendication de la laïcité, de la dissolution de tout lien entre l'Église et l'État, et de l'égalité des droits de tous les citoyens, comme le GST le répète sans cesse dans ses écrits et ses interventions, était une des revendications du mouvement démocratique des révolutionnaires du Bas-Canada et du Haut-Canada en 1837-1838, qui a été écrasé par l'Empire britannique. L'échec de cette révolution avait ouvert la voie à la formation en 1867 de la Confédération canadienne dont la loi constitutive, l'AANB, garantit par son article 93 le caractère confessionnel du système d'éducation au Canada et le droit des catholiques et des protestants à des écoles religieuses. La persistance de la domination historique de l'Église sur l'École, qui s'exprime alors par le biais des Comités catholique et protestant du Conseil supérieur de l'Éducation, est donc une des questions démocratiques non résolues par l'histoire, reliée à la question, plus générale, de l'oppression nationale du peuple québécois. Ainsi est-il tout à fait naturel, explique le GST, qu'au cœur de l'aspiration du peuple du Québec à s'autodéterminer se trouve le combat pour l'école publique et laïque ⁴¹. C'est cette aspiration que le GST a défendue avec acharnement pendant toutes les années de son existence, dans ses écrits et ses interventions directes sur la place publique, ainsi que par les interventions de ses militants dans le mouvement syndical, en particulier à l'Alliance des professeurs de Montréal et à la CEQ, et dans les organisations vouées à la défense de la laïcité.

⁴¹ *TO*, mars-avril 1978, p. 5.

Le GST s'est opposé dans les années 1970, de concert avec le mouvement syndical et démocratique, à la discrimination dans l'embauche découlant de l'obligation pour le personnel enseignant des écoles catholiques d'être de foi catholique, à la mise à l'index par le Comité catholique de livres d'histoire du socialisme et de matériel d'éducation sexuelle déclaré immoral, à la croisade de l'épiscopat en faveur d'une école « audacieusement chrétienne » et de l'abolition à cette fin du critère d'ancienneté dans l'embauche des enseignants. À partir de 1976, ses militants sont intervenus dans le cadre de l'Association québécoise pour l'application du droit d'exemption à l'enseignement religieux (AQADER), dont la bataille la mieux connue est celle qu'elle a menée en appui aux parents et enseignants de l'École Notre-Dame-des-Neiges, qui revendiquaient la déconfessionnalisation de leur école. De concert avec la Commission des droits de la personne et l'Alliance des professeurs de Montréal, l'AQADER appuyait la campagne du comité d'école en faveur de la révocation du statut catholique de l'école et de sa transformation en une école pluraliste accueillant tous les enfants sans distinction d'appartenance ethnique et religieuse. Le jugement rendu en avril 1980 sur cette affaire par le juge en chef Jules Deschênes de la Cour supérieure, quelques semaines avant le référendum de mai 1980, qui déclarait ce projet inconstitutionnel et confirmait le caractère obligatoirement confessionnel de toutes les écoles de la CECM en invoquant l'article 93 de l'AANB, ne laissait aucun doute, soulignait le GST, sur le fait que la laïcité était au centre du débat référendaire, ainsi que l'abrogation de l'AANB, au moment où le gouvernement Lévesque cherchait plutôt à négocier un nouveau compromis laissant en place l'État fédéral et son appareil antidémocratique ⁴².

Quelques mois plus tard, l'AQADER se prononçait pour la séparation effective de l'Église et de l'État et pour la laïcité de toutes les écoles publiques. Elle était à l'initiative en 1981, quinze ans après la dissolution du *Mouvement laïque de langue française* (MLF), de la création du *Mouvement laïque québécois* (MLQ), auquel les militants du GST ont activement participé. Le MLQ a fait de la lutte pour l'abrogation de l'article 93 de l'AANB son premier cheval de bataille; cet article devait être reconduit dans le document tenant lieu de consti-

⁴² *TO*, no 63, avril 1980, p. 8.

tution par le coup de force constitutionnel de Trudeau en 1982. Une *Coalition pour l'égalité des droits en éducation* (CEDE), dont faisaient partie le MLQ, la *Ligue des droits et libertés* et la CEQ, soumettait au gouvernement du Québec une pétition en ce sens à la fin de 1986. Le MLQ menait aussi une opposition aux projets de réforme de l'École soumis par le gouvernement Lévesque, dont celui proposé par le ministre de l'Éducation Camille Laurin, qui maintenaient le caractère confessionnel de l'École, le pouvoir des Comités confessionnels et le financement public des écoles privées. Le GST publiait du projet de « l'école Laurin » un dossier analytique critique de huit pages dans *Tribune ouvrière* en février 1984.

Révolution politique dans les « pays de l'Est »

[Retour à la table des matières](#)

Une composante clé de la politique du GST et du courant international auquel il se rattache est leur caractérisation de la nature des pays de l'Est, tel qu'ils existent alors, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et ses satellites d'Europe centrale et orientale, la Chine, Cuba, etc., et de la révolution qui y est à l'ordre du jour. Ces pays, le GST ne les caractérise ni comme socialistes, comme le soutiennent l'appareil du Kremlin et ses relais internationaux que sont les Partis communistes des divers pays occidentaux, ni comme révisionnistes ou redevenus capitalistes, comme le soutiennent la bureaucratie chinoise et ses relais internationaux, les organisations stalinien-maoïstes. Ce sont des pays où le capital a été exproprié, ce qui les distingue des pays capitalistes, mais ce sont aussi des pays où la classe ouvrière ne détient pas le pouvoir. Celui-ci se trouve aux mains d'une bureaucratie parasitaire, autoritaire et répressive, forcée, pour se perpétuer, de défendre les acquis de la révolution socialiste que sont la propriété étatique des moyens de production, l'économie planifiée et le monopole d'État du commerce extérieur.

Par analogie, Napoléon Bonaparte, a renversé en 1799 la République démocratique mise en place par la Révolution française de 1789

pour y substituer l'Empire et son pouvoir dictatorial. Mais il n'a pas rétabli la propriété féodale renversée par la Révolution de 1789. Il a préservé à sa manière et consolidé le régime de la propriété bourgeoise. De la même manière, Staline a exproprié la classe ouvrière du pouvoir politique en liquidant les soviets qui étaient les organes démocratiques du pouvoir des travailleurs. Mais il n'a pas rétabli la propriété capitaliste. Ce n'est que 65 ans plus tard, au début des années 1990, que la propriété capitaliste sera rétablie dans ce qui sera désormais l'ex-URSS, c'est-à-dire la Russie et les anciennes républiques soviétiques, et dans les pays d'Europe centrale et orientale. Staline a préservé et consolidé la propriété étatique, fondement de l'État ouvrier. Mais l'État ouvrier dont il s'agit est un État ouvrier bureaucratique. La tâche historique de la classe ouvrière est alors de renverser cette bureaucratie et de rétablir son propre pouvoir. Si elle y parvient, elle n'aura pas à exproprier le capital qui l'a déjà été. En d'autres termes, elle a à accomplir une *révolution politique* et non une *révolution sociale*, parce que cette révolution sociale, l'expropriation du capital, a déjà été réalisée et qu'elle n'a pas été renversée, même si la classe ouvrière a été écartée du pouvoir politique. Tout comme le peuple français a renversé la dictature de l'Empire et rétabli la République en 1848; ce faisant, il a accompli une révolution politique sans avoir à accomplir une révolution sociale, parce que la propriété bourgeoise avait été préservée par l'Empire.

Pour le GST, la révolution politique qui est à l'ordre du jour dans les pays où le capital a été exproprié est une partie intégrante de la révolution mondiale. Son volet complémentaire dans les pays capitalistes est la révolution sociale dont l'objectif est le renversement du capitalisme et la lutte pour le socialisme. Le GST a apporté une contribution systématique et ininterrompue aux activités internationales de soutien aux luttes menées par les travailleurs et les peuples des pays de l'Est contre la bureaucratie stalinienne, par des interventions et des campagnes publiques en faveur de la libération des prisonniers politiques, en appui à la formation de syndicats libres et de mouvements politiques d'opposition et de défense des droits démocratiques, par la diffusion de documentation, etc.

Sa première intervention en ce sens est son association à la fin de 1975 à la campagne de solidarité internationale pour obtenir la libéra-

tion du mathématicien ukrainien se réclamant du marxisme, Léonide Pliouchtch, déclaré schizophrène et interné dans un hôpital psychiatrique où on lui administrait des doses massives de médicaments pour le guérir de cette « maladie mentale » qu'est la dissidence politique. Libéré grâce à cette campagne internationale, Pliouchtch est venu à Montréal en avril 1976 à l'invitation du GST et a participé à une assemblée publique réunissant 1 200 personnes, organisée par le GST et parrainée par les centrales syndicales, la *Ligue des droits de l'homme* et *Amnesty International*. Dans la suite de cette initiative et répondant à l'appel lancé en ce sens par Pliouchtch lors de l'assemblée d'avril 1976, le GST a été à l'initiative de la création en janvier 1977 de la section québécoise du *Comité international contre la répression* (CICR), dont l'objectif était le combat sans conditions ni préalables pour la libération des prisonniers politiques à l'ouest comme à l'est en s'appuyant sur les organisations ouvrières et démocratiques. Le CICR lançait au même moment la publication en français de la revue *Listy* (Les feuilles), organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque, qui était mise en vente dans les locaux du GST par sa maison d'éditions, les *Presses socialistes internationales* (PSI), puis à la *Librairie Octobre* à partir de 1979. Le GST assurait également la diffusion des publications de l'organisation *Charte 77* de Tchécoslovaquie, animée entre autres par les écrivains Vaclav Havel et Pavel Kohout, les écrits clandestins de l'Opposition communiste en URSS, connus sous le nom de *Samizdat*⁴³, les publications de l'opposition polonaise, alors en pleine montée, parmi lesquelles les *Lettres de prison* du dirigeant du comité de grève des chantiers navals de Szczecin en 1970-1971, Edmund Baluka, la revue *Le Frelon* publiée en défense des syndicats libres, les documents du *Comité de défense des ouvriers de Pologne* (KOR) formé à la suite des grèves de Radom et Ursus en 1976 et animé par Jacek Kuron et Karel Modzolevsky, du *Comité d'auto-défense sociale* (KSS-KOR) qui lui a succédé et du syndicat *Solidarnosc*, ainsi que de nombreuses autres publications sur l'histoire et les développements alors en cours de la lutte anti-bureaucratique à l'Est.

En 1978, le GST s'associait à la campagne internationale en appui à la fondation du premier syndicat libre en URSS, pour réclamer la libération du fondateur de ce syndicat, le mineur Vladimir Khlebanov,

⁴³ *Samizdat* est un mot russe qui signifie « édité par soi-même ».

emprisonné dans un hôpital psychiatrique pour son implication dans cette opération proscrite par la bureaucratie, et la réintégration des 200 ouvriers licenciés à cause du même « délit ». Cent membres de la Fédération des mines, de la métallurgie et des produits chimiques de la CSN signaient la pétition réclamant sa libération. Cette campagne se transformait l'année suivante en une campagne pour la libération, aux côtés de Khlebanov, du militant polonais Kasimierz Switon, lui aussi à l'initiative d'un comité d'organisation de syndicats libres, et du militant Jaroslav Sabata, porte-parole de *Charte 77* en Tchécoslovaquie, « coupable » également d'activités en défense des droits démocratiques. Peu après, s'ajoutaient à cette liste les noms des militants tchécoslovaques emprisonnés du *Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies* (VONS) et de *Charte 77*, parmi lesquels Václav Havel, Peter Uhl et Václav Benda, et du militant Edmund Zdrozinsky, éditeur du journal ouvrier indépendant *Robotnik*.

En 1980, le GST mettait sur pied un *Comité de solidarité avec les travailleurs polonais* (CSTP) et relayait la demande publique de réintégration dans ses fonctions lancée par Edmund Baluka lors d'une manifestation de 50 000 travailleurs à Szczecin appuyée par le syndicat *Solidarnosc*. Il appuyait en 1980 l'appel de Baluka pour la création, face au parti de la bureaucratie, d'un véritable parti de la classe ouvrière polonaise, indépendant du pouvoir, le *Parti socialiste polonais du travail* (PSPT). Avec la proclamation de l'état de siège par le général Jaruzelsky en décembre 1981, il intensifiait significativement son intervention en soutien de la révolution politique en Pologne et du syndicat *Solidarnosc*, en organisant assemblées publiques, manifestations, signatures de pétitions, ainsi qu'une tournée du Québec à laquelle a participé une dirigeante de *Solidarnosc*, Danuta Nowakowska. Il répercutait au Québec et au Canada l'appel de la campagne internationale pour sauver Edmund Baluka, emprisonné depuis la déclaration de l'état de siège, qui avait entrepris une grève de la faim, en sollicitant des appuis au sein du mouvement ouvrier. Il multipliait les initiatives pour réclamer la libération des détenus politiques et la fin de la torture dans les prisons, apportant sa contribution à des manifestations internationales de solidarité qui ont conduit à l'adoption par la Diète polonaise, en juin 1984, d'une loi d'amnistie, et à la libération de 652 prisonniers. Tout en soutenant inconditionnellement le dirigeant de *Solidarnosc*, Lech Walesa, le GST n'en fustigeait pas moins son

rôle de relais de l'Église catholique au sein du mouvement ouvrier polonais. Il mettait aussi en évidence la collusion tacite entre la hiérarchie catholique et le pouvoir dictatorial stalinien pour contenir un mouvement de masse menaçant toutes les autorités qui en bloquaient le déploiement.

On sait maintenant que si les régimes staliniens d'Europe de l'Est ont été renversés à partir de 1989, ce n'est pas la révolution politique qui a triomphé, mais la contre-révolution capitaliste. Dans son dernier numéro, qui a paru au printemps 1990, *Tribune ouvrière* fait l'analyse de cette onde de choc qui a alors commencé à déferler et qui a changé la face du monde. Le GST a également contribué à préciser la place occupée par la Chine et par la bureaucratie stalinienne chinoise dans le dispositif mondial face à la bureaucratie soviétique et à l'impérialisme, et à démystifier cette référence caricaturale de la *Grande révolution culturelle prolétarienne* de la fin des années 1960, dont se réclamaient les organisations maoïstes et à laquelle elles vouaient un véritable culte. Il a mis en lumière les privilèges et les méthodes répressives de la bureaucratie chinoise, les mouvements de contestation des ouvriers, des paysans et des étudiants et la force avec laquelle ils ont été écrasés ⁴⁴. Le GST a également mis en évidence la fonction de relais de la politique soviétique exercée par Cuba en Amérique latine, en Afrique et ailleurs dans le monde, en particulier en Pologne où Fidel Castro appelait à l'intervention de l'armée contre le mouvement ouvrier et démocratique au début des années 1980.

Politique internationale

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse politique internationale à laquelle adhère le GST et dont un important volet a été exposé dans la section précédente procède de l'ordre mondial mis en place en vertu de l'accord conclu entre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne lors de la conférence de Yalta à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cet ordre qui est secoué à

⁴⁴ Voir en particulier *TO*, janvier 1979, p. 16, février 1979, p. 16, mars 1979, p. 16.

l'Est, comme la section précédente en a témoigné, craque aussi de toute part à l'Ouest dans cette période où les masses populaires sont engagées dans une puissante remontée de combativité : approfondissement de la crise en Palestine et au Liban tout au cours de la période, chute des dictatures de Salazar au Portugal en 1974 et de Franco en Espagne en 1975, effondrement en 1979 du régime du Chah Mohammad Reza Pahlévi en Iran qui avait été jusque-là le pilier de l'intervention états-unienne au Moyen-Orient, révolution en Amérique centrale, chute des dictatures au Nicaragua et au Salvador la même année, etc. À l'égard de ces développements, le GST a d'abord joué un rôle important d'éducation et de mobilisation en consacrant au moins le quart des pages de chaque numéro de son journal, *Tribune ouvrière*, à leur analyse politique, au rappel de leurs origines historiques et de leurs signification dans le processus d'ensemble de la lutte des classes à l'échelle mondiale, et à la mise en lumière de politiques aptes à apporter des solutions dans l'intérêt des travailleurs et de la masse de la population. Il s'est également acquitté de cette tâche en s'associant à des campagnes de solidarité sur ces enjeux et par l'organisation de forums politiques et de conférences de formation pour en débattre (Chine, Iran, Nicaragua, Proche-Orient, invasion de l'Afghanistan par l'URSS...).

Comme dans le cas de la défense des droits démocratiques dans les pays de l'Est, le GST a participé à des campagnes de solidarité internationale pour la défense des mêmes droits bafoués par les régimes dictatoriaux à l'ouest, et par ceux qui voudraient qu'on les considère comme démocratiques, comme la Grande-Bretagne dirigée par Margaret Thatcher dans les années 1980. Il s'est alors activement impliqué dans le *Comité Québec-Irlande*, qui a mené une intense campagne en soutien des grévistes de la faim du mouvement républicain irlandais détenus dans les prisons britanniques, dont plusieurs ont résisté jusqu'à la mort. Le mieux connu d'entre eux est Bobby Sands.

Dans tous les enjeux de la lutte des classes à l'échelle internationale, il a inlassablement remis de l'avant la nécessité du recours à la stratégie du « front unique ouvrier », c'est-à-dire du front uni des seules organisations des travailleurs, en toute indépendance face à celles

des classes possédantes ⁴⁵. C'est cette stratégie, comme nous l'avons vu, qui était à la base, au Québec, du mot d'ordre du parti des travailleurs à construire en utilisant le levier des syndicats. La démonstration éclatante, sur le terrain international, de la validité de cette stratégie a été apportée au cours des années 1970 et 1980 par le combat de la classe ouvrière brésilienne contre la dictature et la conquête de son indépendance organisationnelle. Ce combat a donné lieu à la formation de sa centrale syndicale indépendante, la *Centrale unique des travailleurs* (CUT), qui lui a servi de levier pour la construction du *Parti des travailleurs* (PT), porté au pouvoir en 2002. Dans les pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, etc., où les travailleurs possèdent déjà des partis politiques, comme les partis communistes ou socialistes, la stratégie du « front unique ouvrier » est celle de l'unité de ces seuls partis et des autres organisations des travailleurs contre les partis et organisations de la bourgeoisie. Cette stratégie, nous l'avons vu, est celle qui a été élaborée dans le feu de l'action par le mouvement ouvrier révolutionnaire et qui a été érigée en politique générale par l'*Internationale communiste*, du vivant de Lénine, lors de ses premiers congrès de 1921 à 1923. Dès 1924, elle a été proscrite par le stalinisme qui, après lui avoir substitué dans un premier temps une politique de division des rangs ouvriers en désignant les social-démocrates comme des « social-fascistes », opérait un virage à 180 degrés au milieu des années 1930 et érigeait en politique officielle une nouvelle stratégie d'union avec les ennemis de la veille qu'étaient les social-démocrates, dans un nouveau cadre dit de « Front populaire » ou « d'union nationale » intégrant les partis bourgeois. Le programme d'une telle coalition inter-classes, ne pouvant reprendre les revendications des travailleurs qui remettent en cause les intérêts de la bourgeoisie, est nécessairement dressé contre les intérêts des travailleurs. Excluant nécessairement la perspective de la révolution, il est le complément logique de la politique stalinienne qui voit le socialisme comme devant se construire dans la seule Union soviétique.

⁴⁵ L'expression « front unique ouvrier », utilisée dans les écrits du mouvement ouvrier révolutionnaire pour désigner cette stratégie, contient la double dimension de « l'unité » à réaliser entre les organisations de la classe ouvrière, et de l'« exclusivité » de cette unité, au sens où elle doit être réalisée par elles seules, en toute indépendance face aux organisations qui lui sont étrangères.

Le GST n'a jamais eu de cesse de rappeler l'origine de cette stratégie de « front populaire » dressée contre celle du « front unique ouvrier », ainsi que les graves défaites auxquelles elle a mené, en Espagne par exemple, en 1936, et au Chili en 1973. La brûlante actualité de l'opposition entre ces deux stratégies devait se manifester en particulier dans le cadre de l'action qu'il menait en 1981 en appui à la révolution au Salvador. Donnant son soutien inconditionnel à la lutte du peuple salvadorien et reconnaissant le *Front Farabundo Marti de libération nationale* (FFMLN) et le *Front démocratique révolutionnaire* (FDR) comme les organisations dirigeantes de cette lutte, le GST refusait par contre d'appuyer le programme de front populaire du FDR et appelait à la formation d'un gouvernement du FFMLN, c'est-à-dire des seules organisations des masses salvadoriennes, sans représentants, civils ou militaires, de la bourgeoisie. Sous l'influence des organisations staliniennes, les représentants du FDR au Canada invoquaient cette position du GST pour lui refuser d'adhérer au *Comité unitaire de solidarité avec El Salvador* (CUSES), qu'ils contrôlaient ⁴⁶. Le GST formulait la même critique à l'égard du programme de front populaire du *Gouvernement de reconstruction nationale* (GRN) mis en place au même moment par le *Front sandiniste de libération nationale* (FSLN) au Nicaragua. Il soutenait par contre avec enthousiasme les initiatives indépendantes de la bourgeoisie, comme celle du *Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire* (FOCEP) au Pérou, auquel participait l'organisation péruvienne sœur du GST, le *Parti ouvrier marxiste révolutionnaire* (POMR) ⁴⁷. Fait à noter, toutes les initiatives de front populaire en Amérique latine jouissaient du soutien actif de la bureaucratie cubaine, chef de file du stalinisme sur le continent.

Le GST a été tout aussi critique de la stratégie dite « foquiste », selon laquelle la révolution, en particulier dans les pays sous-développés, devrait procéder à partir de « foyers » militants, d'actes d'éclat isolés, voire terroristes, prétendant se substituer à l'action ouverte des masses s'appuyant sur leurs organisations.

⁴⁶ *TO*, no 87, février 1981, p. 1-3.

⁴⁷ *TO*, mars 1979, p. 12-13.

La reconstruction de la 4^e Internationale

[Retour à la table des matières](#)

Tel que mentionné au début de ce texte, le GST était rattaché à un courant du trotskysme demeuré fidèle au programme de fondation de la 4^e Internationale à la suite de l'abandon de ce programme par la majorité de l'organisation, et voué à l'objectif de la reconstruire sur la base de ce programme. Le GST était membre, depuis 1973, du *Comité d'organisation pour la reconstruction de la 4^e Internationale* (CORQI) qui regroupait des organisations de plusieurs pays, dont la principale était l'organisation française, l'*Organisation communiste internationaliste* (OCI). Un important développement est survenu dans la voie de cette reconstruction à la fin des années 1970, dont la révolution au Nicaragua a été le catalyseur. Des organisations d'Amérique latine rattachées au courant trotskyste dont les organisations rassemblées dans le CORQI s'étaient séparées plusieurs années auparavant, ont alors rompu avec ce courant pour se joindre au CORQI et fonder une nouvelle organisation vouée à la reconstruction de la 4^e Internationale. La raison de cette rupture était l'expérience concrète, faite sur le terrain par ces organisations, de la nature bourgeoise contre-révolutionnaire du *Gouvernement de reconstruction nationale* du Nicaragua, et leur rejet conséquent de la politique de front populaire appuyée par l'organisation internationale dont elles étaient membres, connue sous le nom de *Secrétariat unifié de la 4^e Internationale*. L'indépendance de classe contre la collaboration de classe incarnée dans la politique de front populaire, tel était le clivage profond sur lequel se départageaient les défenseurs du programme de fondation de la 4^e Internationale.

La nouvelle organisation, qui a pris le nom de 4^e Internationale (*Comité international*), a été fondée à Paris en décembre 1980, lors d'une conférence qui a réuni les délégués des organisations membres, en provenance de quarante pays. Elle a suscité de grands espoirs qui ont malheureusement été rapidement déçus. Elle éclatait à peine un an après sa fondation sur la base d'un désaccord quant à la politique du

nouveau gouvernement français formé par le Parti socialiste et le Parti communiste, sous la présidence de François Mitterrand. Les organisations qui étaient antérieurement membres du CORQI se rassemblaient désormais au sein de 4^e Internationale (*Centre international de reconstruction*). Ce nouveau centre se donnait l'objectif de reconstruire la 4^e Internationale en alliance avec des forces indépendantes, comme le Parti des travailleurs du Brésil, par exemple. Au terme d'une évolution qui avait mené la direction de cette organisation à ce qu'il qualifiait d'autoritarisme et de « véritable délire sectaire »⁴⁸, le GST rompait ses liens avec elle lors de son 9^e congrès, en juin 1987. Il cessait aussi à partir de ce moment, rappelons-le, son activité en tant que groupe politique organisé.

Tribune ouvrière et autres publications

[Retour à la table des matières](#)

Le GST a d'abord publié un bulletin ronéotypé bilingue, le *Bulletin du Comité de liaison pour la reconstruction de la 4^e Internationale au Canada*. Quatre numéros (le dernier était un numéro double) ont paru de 1973 à 1975. À son 2^e congrès, en 1976, le GST décidait d'en reprendre la parution, mais cette décision n'a pas eu de suite⁴⁹.

Tribune ouvrière, son organe officiel, a été un mensuel de format tabloid au cours de ses cinq premières années, de 4 pages la première année, 8 pages la deuxième, 12 pages les troisième et quatrième années avec, à l'occasion, des numéros spéciaux de 16, 20 et 24 pages, et de 16 pages la cinquième année; sans couleur jusqu'à mai 1977, avec couleur jusqu'en décembre 1979. À cette date, cinquante numéros avaient été publiés depuis le premier, en novembre 1974. *Tribune ouvrière* est devenu un hebdomadaire de format tabloid allongé, numéroté à partir de 51 (dans la suite des cinquante numéros jusque-là publiés); de 8 pages avec couleur, du numéro 51 (28 janvier 1980) au

⁴⁸ *TO*, no 188, octobre-novembre 1987, p. 20.

⁴⁹ *TO*, juin 1976, Supplément, p. 2.

numéro 71 (23 juin 1980); de 4 pages sans couleur, du numéro 72 (28 septembre 1980) au numéro 92 (16 mars 1981) ; et de 8 pages sans couleur, du numéro 93 (23 mars 1981) au numéro 102 (15 juin 1981). En raison de graves problèmes financiers, la production de *Tribune ouvrière* a alors été suspendue pendant six mois au cours desquels le GST a diffusé une *Lettre de Tribune ouvrière* pendant l'été, puis six numéros d'un petit *Bulletin* au cours des mois d'automne. La publication de *Tribune ouvrière* a repris à la fin de janvier 1982 sous un nouveau format de 8,5 pouces par 12 pouces (21,5 cm par 31,5 cm) produit et imprimé dans les locaux du GST; jusqu'alors, le journal avait été produit à l'extérieur. Sous cette forme, *Tribune ouvrière* a été un bimensuel de 8 pages du numéro 104 (janvier-février 1982) au numéro 171 (été 1985), un mensuel de 16 pages du numéro 172 (octobre 1985) au numéro 187 (mai-juillet 1987), un bimestriel de 20 pages du numéro 187 (mai-juillet 1987) au numéro 191 (juin-juillet 1988). Trois autres numéros ont suivi, deux en 1989 et le dernier, le numéro 194, au printemps 1990. Le GST a également produit un journal en langue anglaise, destiné au Canada anglais, qui a pris successivement le nom de *Workers' Politics* et *Socialist Worker*, dont quelques numéros seulement ont paru.

Le GST a produit par l'intermédiaire de sa maison d'éditions, les *Presses socialistes internationales* (PSI) des livres, des brochures et des documents, dont la liste est présentée en annexe. Il a aussi produit des documents internes de formation, sur la méthode de construction du parti révolutionnaire, le stalinisme, la révolution permanente, la crise de la 4^e Internationale, etc. Il a assuré la diffusion de ses propres documents publics, d'un grand éventail de documents politiques de diverses sources, ainsi que des livres d'intérêt général, romans, essais, etc., dans un premier temps à l'intérieur de ses locaux par le biais des PSI, puis du *Centre de recherche et d'informations ouvrières* (CRIO) mis sur pied en mars 1977, dans un deuxième temps, à partir d'octobre 1978, dans sa librairie publique avec pignon sur rue, la *Librairie Octobre*, puis de nouveau à l'intérieur de ses locaux au cours de la dernière période de son existence, après la fermeture de la *Librairie Octobre* à la fin de 1981.

Vie de l'organisation

[Retour à la table des matières](#)

Le recrutement au GST se faisait par cooptation individuelle sur la base de l'adhésion au programme de l'organisation qui était exposé et débattu avec l'intéressé dans le cadre de discussions préalables au sein d'un *Groupe de discussion politique* (GDP). Chaque militant était intégré dans une cellule. Les cellules étaient regroupées en rayons sur une base sectorielle et régionale. L'instance décisionnelle de l'organisation était le congrès qui en déterminait les orientations. Le GST a tenu neuf congrès au cours des treize années de son existence, de 1974 à 1987. Le congrès élisait un comité central d'une vingtaine de membres qui formait la direction de l'organisation et était investi des pleins pouvoirs entre les congrès sur la base des orientations votées par le congrès. Le comité central se réunissait mensuellement. Il élisait en son sein un bureau politique de cinq membres qui était responsable devant lui et était chargé de diriger le fonctionnement courant de l'organisation. Le bureau politique se réunissait au moins une fois par semaine. Les cellules se réunissaient aussi, normalement, une fois par semaine. Elles étaient dirigées par un secrétaire qui présentait un rapport politique à chaque réunion. Elles débattaient ensuite des questions internes de l'organisation, soulevées à l'occasion dans un bulletin intérieur, ainsi que, le cas échéant, des documents préparatoires aux réunions centrales, comme les congrès. Elles préparaient et coordonnaient les interventions des militants dans les milieux de travail, d'étude, etc., répartissaient les tâches, comme la diffusion du journal, établissaient, à partir des directives centrales, les objectifs de recrutement, de collecte de fonds, d'abonnements au journal et en vérifiaient l'exécution, elles percevaient les cotisations mensuelles des militants. Les noms utilisés par les militants à l'intérieur de l'organisation étaient des pseudonymes et non leurs noms civils.

Les militants du GST étaient principalement implantés au Québec. Le nombre de militants œuvrant au Canada anglais a augmenté quelque peu à partir de 1979 lorsque la décision a été prise au congrès de

1979 d'intensifier le travail en cette direction. Mais le GST n'y a jamais eu plus d'une poignée de militants, concentrés dans trois villes, Ottawa, Toronto et Vancouver. Au Québec, la plus grande concentration de ses militants se trouvait à Montréal, avec des noyaux dans une demi-douzaine d'autres régions. Il va sans dire que son secrétariat national se trouvait à Montréal. Il a occupé à ses débuts un petit local situé au 3960 de la rue Saint-Denis, qu'il a quitté en mai 1975 pour s'installer au 4073 de la rue Saint-Hubert, où il occupait un rez-de-chaussée et un sous-sol. En octobre 1978, il ouvrait sa librairie, la *Librairie Octobre*, au 4216 de la rue Saint-Denis. Au cours de l'été 1980, il a installé son secrétariat national au-dessus de la *Librairie Octobre*, au 4218 de la rue Saint-Denis. À la fin de 1981, il fermait la *Librairie Octobre* et quittait les locaux de la rue Saint-Denis pour s'installer au 2209 est, de la rue Mont-Royal où il est resté jusqu'en mars 1988. Le groupe de militants qui a assuré la publication de *Tribune ouvrière* après la dissolution du GST en 1987 a alors emménagé dans un local situé au 3765 est, de la rue Sainte-Catherine, qu'il a quitté en mars 1991.

La première source du financement du GST était les cotisations de ses membres, proportionnelles à leur salaire, selon un barème qui relevait de l'information interne. Les autres sources de financement étaient les campagnes de soutien financier et d'abonnements à *Tribune ouvrière* menées auprès des sympathisants, ainsi que la fête annuelle de *Tribune ouvrière* à l'occasion de laquelle le GST organisait un encan. Le GST a mené sa première campagne financière en septembre 1975. Son modeste objectif de 5 000 \$ a été rapidement atteint, un mois plus tard. Au printemps 1977, il se fixait un objectif de 12 000 \$, qui a été dépassé de 2 500 \$. En novembre 1978, il augmentait son objectif à 20 000 \$. Au terme de quatre mois de campagne, cet objectif était dépassé de 4 600 \$. Encouragé, il augmentait de nouveau son objectif pour le fixer à 35 000 \$ l'automne suivant. Cette fois l'objectif n'était pas atteint; 33 000 \$ étaient recueillis auprès de 400 donateurs, mais la fête de *Tribune ouvrière* en juin 1980 rassemblait 450 personnes et comblait la différence. En octobre 1980, le GST augmentait encore son objectif pour le porter à 50 000 \$. Après plus de six mois de campagne, il parvenait à récolter 40 000 \$ auprès de 750 donateurs. Il avait atteint un maximum qu'il n'est jamais parvenu à atteindre ni même à approcher par après. En septembre 1981, il s'était fixé un ob-

jectif de 40 000 \$. Fin décembre, il avait péniblement récolté 12 000 \$, auxquels se rajoutèrent les 5 000 \$ de la fête de *Tribune ouvrière* en juin 1982. Prenant la mesure des résultats de la campagne précédente, il fixait son objectif à 25 000 \$ au cours des deux années suivantes, objectifs qu'il a atteint après six mois de campagne la première année et légèrement dépassé l'année suivante grâce aux résultats plus favorables de la fête de *Tribune ouvrière* à l'occasion du 10^e anniversaire de la publication du journal. Il réduisait encore davantage son objectif par la suite pour le porter à 12 000 \$ à l'automne 1985, objectif qu'il n'atteignait encore que grâce aux produits de la fête de *Tribune ouvrière*, au terme d'une campagne qui avait de nouveau duré plus de huit mois ⁵⁰. Le nombre des abonnements avait alors chuté à 200. Le GST n'a pas organisé d'autres campagnes de financement par après. Il s'en est tenu à solliciter des réabonnements à son journal.

À travers le prisme de cette évolution de l'appui financier de ses sympathisants et de leur intérêt pour son journal, se profile une image assez précise de la croissance et du déclin du GST. Le GST a connu une importante croissance au cours d'une première période qui a atteint son apogée dans les années 1979-1981. Les années suivantes ont été marquées par une décroissance graduelle. Sur le plan matériel et financier, l'année 1981 a été une année charnière, marquée par d'importantes décisions, comme la fermeture de la *Librairie Octobre*, la suspension de la publication de *Tribune ouvrière* pendant six mois, puis sa relance sous un format réduit de moitié, en tant que bimensuel plutôt qu'hebdomadaire, le déménagement dans de nouveaux locaux intégrant l'ensemble des activités de l'organisation, dont la réalisation matérielle de toutes les opérations de la production de *Tribune ouvrière* et des autres publications, et la réduction du nombre, déjà modeste, des permanents rémunérés de l'organisation. Le redressement financier dans lequel le GST s'engageait ainsi comprenait également le remboursement de lourdes dettes contractées dans la période précédente aux taux d'intérêt exorbitants qui prévalaient alors. Les *Presses*

⁵⁰ Les montants mentionnés dans ce paragraphe proviennent de divers numéros de *Tribune ouvrière*. Ils sont exprimés en dollars courants des années 1970 et 1980. Pour en apprécier l'importance en termes de dollars de 2005, il faut les multiplier par 3,7 pour 1975, par 2,9 pour 1978, par 2,2 pour 1981 et par 1,7 pour 1985.

socialistes internationales avaient par ailleurs publié leurs derniers titres en 1979.

Exaltante sur le plan de l'engagement politique, la vie des militants du GST, comme celle des militants d'autres organisations politiques sans aucun doute, était physiquement, financièrement et émotivement très exigeante. En comptant les réunions de cellule, de comités, de commissions, les activités syndicales, les manifestations, les interventions dans le travail au sein de la jeunesse, parmi les femmes, dans le combat pour la laïcité, dans les comités de défense des droits démocratiques, pour la libération de militants emprisonnés, dans les organisations comme le RMS, le RJS, le RAJ, dans la rédaction, la production et la diffusion de journaux, de tracts, etc., auxquelles s'ajoutaient les heures de permanence à la librairie, au local, toutes les soirées y passaient et au moins une partie sinon la totalité des fins de semaine et des vacances, pour des militants dont la plupart avaient un emploi, étudiaient, avaient une famille. La vie de militant est une sorte de vie d'extraterrestre dont les composantes sociale et familiale sont sérieusement amputées. On comprend plus facilement sous cet angle pourquoi l'Internationale noire des curés a instauré le célibat et la réclusion en communauté pour s'assurer de la disponibilité entière de ses officiers. Au point de vue financier, les cotisations mensuelles étaient loin d'être la seule charge. Les militants étaient continuellement sollicités à faire plus, à payer de leur poche telle ou telle dépense qui pouvait survenir dans l'action militante, à contribuer par exemple à l'organisation de la fête annuelle de *Tribune ouvrière* en prenant à leur charge telle ou telle composante du menu du buffet servi aux participants, en offrant une pièce à mettre à l'encan, puis en se portant acquéreurs de certaines des pièces mises à l'encan. Mais cet effort financier supplémentaire, auquel les militants consentaient dans l'enthousiasme et avec la volonté de faire progresser l'organisation, n'a jamais été un élément de démobilisation. Si une fatigue et une lassitude ont fini par s'installer, elles ont plutôt été provoquées par le non aboutissement des politiques défendues par l'organisation et les difficultés qui en découlaient de réaliser les objectifs qu'elle se fixait. Elles l'ont été tout autant sinon plus par les événements déprimants qu'ont été les crises à répétition au sein de l'organisation internationale et une succession d'expulsions et de démissions au sein de la section française, son principal bastion, qui avait en réalité « mis au monde » le GST et qui avait toujours été

pour lui le modèle à suivre. Ces événements semblaient chaque fois reporter aux calendes grecques ce qui avait pu paraître jusque-là comme atteignable dans un délai raisonnable. À cela s'ajoute évidemment le contexte politique et social général qui est celui d'une reprise de l'initiative par la bourgeoisie s'appuyant sur un néolibéralisme qui s'est généralisé à partir du début des années 1980, et de la capitulation des directions ouvrières devant un cours qui n'est parvenu à prendre les apparences de l'inévitable que parce qu'une riposte adéquate ne lui a été opposée.

Annexe :

Publications du GST et des Presses socialistes internationales

*Collection « Documents du Groupe socialiste
des travailleurs du Québec »*

[Retour à la table des matières](#)

Syndicats, parti des travailleurs et parti ouvrier révolutionnaire, 1976, 61 pages; rédigé par Serge Denis.

Les marxistes et l'émancipation de la femme, 1976, 47 pages; rédigé par Roch Denis. [Texte disponible [dans Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

La question nationale et la révolution prolétarienne au Canada: définition des mots d'ordre du GSTQ au Québec dans la lutte pour la destruction de l'État fédéral, 1978, 61 pages.

Collection « Écrits de Léon Trotsky »

Programme de transition. L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1977, 80 pages; édition réalisée par Roch Denis et Luc Bégin.

Autres

Ouvrons nos contrats. Résistons aux injonctions (La grève des travailleurs du transport de Montréal - été 1974), 1975, 101 pages; rédigé par Normand Guèvremont.

Révolution au Portugal (Dossier sur la révolution au Portugal), 1975, 121 pages.

L'économie capitaliste : une analyse marxiste, deux tomes, 1976 et 1979, 266 et 408 pages; rédigé par Louis Gill.

Luttes de classes et question nationale au Québec: 1948-1968, 1979, 604 pages; rédigé par Roch Denis. Publication conjointe des Presses socialistes internationales et d'Études et documentation internationales (Paris). [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Manifeste pour l'indépendance du Québec, 1980, 26 pages, ronéotypé.

Ces livres, brochures et documents sont publics, ainsi que les numéros de *Tribune ouvrière*. Ils peuvent être consultés aux Archives de l'UQAM, à la Bibliothèque centrale de l'UQAM et à la Bibliothèque nationale du Québec.

Fin du texte